



CONSOMMATEURS
Un répit de **250 millions** avant Noël



ENTREPRISES
525 millions pour les PME



TABAC
4,50 \$ de plus la cartouche (2,50\$ de Québec et 2\$ d'Ottawa)



LOGEMENT
500 millions pour le logement social



INFRASTRUCTURES
2,4 milliards pour stimuler l'économie



La Presse
cyberpresse.ca

MONTRÉAL **VENDREDI 2 NOVEMBRE 2001** | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 14 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | **60 ¢ TAXES EN SUS** | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > **70 ¢**

Sur la corde raide

Marois multiplie les mesures pour stimuler l'activité économique tout en maintenant un budget équilibré

Adieu, prudence!



CLAUDE PICHER

DEPUIS que les administrations publiques ont retrouvé l'équilibre financier, les ministres des Finances multiplient les mesures de prudence.

Paul Martin, à Ottawa, base ses budgets sur des prévisions d'une extrême prudence; pour faire bonne mesure, il engrange réserves et provisions. Tant qu'il a détenu le portefeuille des Finances, Bernard Landry, à Québec, a toujours démontré une grande modération dans ses prévisions.

Dans son premier budget, déposé le 29 mars dernier, la ministre Pauline Marois a fait preuve de la même sagesse en prévoyant une réserve de 950 millions, coussin qui apparaît drôlement commode sept mois plus tard. Cela lui permet d'ailleurs, dans son discours, de s'autoféliciter: «La prévoyance dont nous avons fait preuve au printemps nous est très utile aujourd'hui», proclame-t-elle.

On peut facilement comprendre toute cette prudence. Au fédéral comme dans toutes les provinces, les ministres des Finances ont imposé aux citoyens, surtout aux contribuables, des sacrifices d'une ampleur prodigieuse pour parvenir à vaincre le cancer des déficits et de l'endettement. Personne, aujourd'hui, ne veut plonger à nouveau dans cet enfer.

La ministre a annoncé qu'elle allait «tout faire pour conserver l'équilibre des finances publiques». Sept mois après le début de l'exercice, il est devenu évident que ses prévisions du printemps ne tiennent plus. Ce n'est pas sa faute. L'effondrement de l'économie américaine et les attentats du 11 septembre ont obligé tous les spécialistes à revoir leurs prévisions à la baisse. Les recettes fiscales du gouvernement s'en ressentent douloureusement. Or, si la ministre est



Photo PC

En présentant son budget de «confiance» pour une période trouble, la ministre des Finances Pauline Marois veut aussi donner un électrochoc à l'économie, en devançant près de 3 milliards d'investissements publics.

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pour ranimer la confiance des consommateurs ébranlée par les mauvaises nouvelles économiques, Pauline Marois va glisser un chèque de 100 \$ dans le bas de Noël de 2,5 millions de Québécois.

Avec son budget de «confiance» pour une période trouble, la ministre des Finances a voulu aussi donner un électrochoc à l'économie, en devançant près de 3 milliards d'investissements publics, de constructions pour les réseaux de la santé et de l'éducation, mais aussi pour le logement social, les routes et l'assainissement des eaux.

«Québec agit de façon exceptionnelle pour répondre à une conjoncture exceptionnelle», a dit la ministre Marois en déposant son deuxième budget en huit mois à l'Assemblée nationale, hier.

De justesse, Québec maintiendra le déficit zéro en 2002-2003. La moitié des 3 milliards de travaux devraient être terminés d'ici 12 mois, et les recettes fiscales qu'ils généreront devront être au rendez-vous.

«Il y a un poids énorme sur mes épaules pour que ce plan soit opérationnel dans le temps prévu», a dit Mme Marois au cours d'une conférence de presse où elle a pris à son seul compte toutes les décisions annoncées.

Bien des spécialistes jugeaient hier que Mme Marois pêchait par optimisme, avec des prévisions audacieuses sur 18 mois, pour l'année 2002-2003. La ministre, qui table sur une reprise bien difficile à évaluer, s'était lourdement trompée il y a tout juste huit mois.

La seule hausse de taxes frappera les fumeurs, Québec punira davantage leur vice, pour la deuxième fois en un an. Une nouvelle hausse de 2,50 \$ du prix d'une cartouche de cigarettes fera entrer 125 millions \$ par année dans la cagnotte. Emboitant le pas, Ottawa a annoncé une hausse de 2 \$ des droits qu'il prélève au Québec sur le tabac. Les fumeurs québécois

Voir CORDE en A2

AFFAIRES

- > Un pari sur les PME - D1
- > Les économistes sont critiques - D3
- > Un budget fragile, dit Bay Street - D4
- > Commerce électronique: les subventions sortent de la Cité - D5

Les Américains intensifient leur offensive

ALEXANDRE SIROIS
envoyé spécial

WASHINGTON — Les États-Unis tentent d'insuffler de la vigueur à leur campagne militaire. Ils ont à la fois intensifié leurs frappes contre les talibans, annoncé qu'ils expédieront sous peu des troupes supplémentaires

au sol en Afghanistan, et démontré qu'ils doubleront d'efforts en matière de diplomatie et de propagande.

Tandis qu'Oussama ben Laden appelait hier les Pakistanais à se soulever, le secrétaire américain à la Défense affirmait être en voie de multiplier par trois ou quatre le nombre de soldats d'élite sur le terrain en

Afghanistan. «Je m'attends chaque jour à ce que ça se fasse, et je suis sûr que cela se fera dans les prochains jours», a déclaré Donald Rumsfeld lors d'un point de presse au Pentagone. M. Rumsfeld, qui offre nettement plus

Voir OFFENSIVE en A2

Londres succombe à une nouvelle «pottermania»



SONIA SARFATI
envoyée spéciale
À LONDRES

SON VISAGE saute aux yeux partout où ils se posent. Couvrant la façade entière d'édifices en rénovation, sur le côté des célèbres autobus à impériale et dans la moindre boutique de souvenirs qui se respecte. Ce visage-là n'est pas celui de la reine Élisabeth. Lunettes rondes, cheveux noirs, front marqué d'une cicatrice... Ben oui, c'est Harry Potter — jeune sorcier créé

par J.K. Rowling, dont les traits sont en train, à force de matraquage visuel, de se fusionner à ceux du jeune comédien Daniel Radcliffe. Celui qui tient le rôle-titre dans le très attendu *Harry Potter and The Philosopher's Stone*, film réalisé par Chris Columbus qui arrivera le 16 novembre sur les écrans britanniques et nord-américains.

La «pottermania» qui a frappé la Grande-Bretagne — puis le monde — avec la publication des romans de J.K. Rowling, a ainsi grimpé d'un cran. De là à dire que les lunettes rondes risquent de remplacer le chapeau melon pour symboliser l'Anglais moyen, il n'y a qu'un coup de balai...

Chose certaine, même le très imposant et sérieux British Museum s'est mis au goût du jour — l'Hallo-

ween aidant probablement un peu: ces jours-ci, la librairie de la vénérable institution vend légèrement les quatre romans les plus populaires de l'heure (depuis bien des heures). Entre les ouvrages concernant les méthodes de momification utilisées dans l'Égypte ancienne et la vie en Inde, trône en effet une colonne... non du temple (pas déjà!) mais de coffrets Harry

Voir LONDRES en A9

Pour visionner les bandes-annonces du film, tapez www.cyberpresse.ca/harrypotter



Photo NEWS.COM

Le jeune comédien Daniel Radcliffe.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE		
Actuel	cahier B	Le bridge E8
Arts	cahier C	Le monde A13, A18
- cinéma	C1-C2	Loteries A2, A8
- horaire télévision	D18	Montréal Plus cahier E
Bandes dessinées	D18	Mots croisés D18, S10
Décès	E6, E7	Mot mystère D18
Éditorial	A16	Petites annonces
Êtes-vous observateur	E4	- immobilier E4
Feuilleton	D18	- marchandises E5
Forum	A15, A18	- emplois E5
Horoscope	E8	- automobile E5, E6
La Presse Affaires	cahier D	- affaires D2

MÉTÉO Voir page S16
Nuageux avec averses
Maximum 15, minimum 7



6 21924 98765 1

Ça Presse

LES PETITES ANNONCES
9 8 7 - V E N D U

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Modes d'emploi

Les temps sont trompeurs pour les chercheurs d'emplois. Même si l'incertitude économique incite les employeurs à la prudence, le marché de l'emploi n'a jamais offert d'aussi bonnes perspectives à moyen et long terme. Demain, les lecteurs de *La Presse* auront en main le premier d'une série de quatre fascicules sur les métiers et professions les plus prometteurs préparés par l'équipe des Projets spéciaux. C'est à lire, et à conserver !

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Tout sur Harry Potter, le film
cyberpresse.ca/harrypotter

> Préparez votre Salon du livre
cyberpresse.ca/salonlivre

> La façon Web de faire des mots croisés
cyberpresse.ca/motscroises

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21 h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Basketball

Visite chez les Raptors de Toronto et Vince Carter, demain dans le cahier Sports.



> Pour une école de la chanson ?

Des artistes répondent à cette question demain dans le cahier Arts et Spectacles.



> Bienvenue dans le cybercocon

Visite de la maison informatisée de Microsoft, demain dans le cahier Actuel.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : **7-2-7** > À quatre chiffres : **1-8-0-6**

SUITES DE LA UNE

CORDE

Suite de la page A1

paient donc dès ce matin 4,50 \$ de plus pour une cartouche de 200 cigarettes, soit 8,50 \$ de plus qu'en mars dernier.

Québec « a choisi d'agir maintenant pour soutenir la confiance des consommateurs et préserver les emplois en stimulant l'activité économique », a expliqué M^{me} Marois hier. Quelque 16 000 emplois devraient être préservés ou créés à la suite du plan d'action.

« Je crois qu'il fallait agir rapidement », a-t-elle insisté, expliquant sa décision d'y aller d'un budget automnal. En attendant au printemps prochain, « je serais arrivée trop tard, l'économie aurait fléchi davantage, on aurait perdu plus d'emplois et encaissé un déficit », a-t-elle ajouté.

Mais selon le chef libéral Jean Charest, M^{me} Marois procède tout de suite surtout pour esquiver un budget lourdement déficitaire le printemps prochain. « Le gouvernement n'a aucune marge pour faire face à ses responsabilités en santé et en éducation », a-t-il lancé.

De son côté, toutefois, avec un jeu comptable, M^{me} Marois prédit le maintien du déficit zéro pour 2002-2003. Elle encaissera alors un paiement de 525 millions de taxes payées par les entreprises. Cette ponction a été décalée de quelques mois. Québec parie que le coup de fouet que l'ensemble des mesures du budget donnera à l'économie générera 272 millions de recettes fiscales. La croissance des dépenses gouvernementales est maintenue, comme prévu au printemps, à 2,8 % pour cette année et à 3,1 % en 2002-2003. Hier, Pauline Marois a reconnu qu'elle n'avait pas prévu

de réserve pour la croissance, prévisible, de la facture de l'aide sociale ni pour la réouverture, à compter de juillet, des conventions collectives du secteur public.

L'ensemble des mesures du budget devrait faire croître de 0,7 % l'économie en 2002-2003, à 1,7 % au lieu de 1 %. Cette année la croissance ne devrait être que de 1,1 %, au lieu des 2,7 % prévus au printemps. Le ralentissement fait diminuer de 453 millions les recettes fiscales de Québec cette année et de 1,3 milliard l'an prochain.

Mesure ponctuelle à l'impact le plus immédiat, 2,5 millions de contribuables qui bénéficiaient en tout ou en partie du remboursement de TVQ obtiendront 100 \$ supplémentaires dès décembre, ce qui fait un cadeau de 250 millions.

De plus, l'indexation des tables d'impôts est maintenue en janvier prochain, mais à un taux plus élevé, 2,7 % au lieu de 1,8 %, ce qui fera sortir 77 millions de plus des coffres de Québec. Finalement Québec, comme l'an dernier, indexera les chèques d'aide sociale, dès janvier, pour une facture de 75 millions.

Pour secouer la torpeur du secteur privé, Québec donne le feu vert au devancement de 3 milliards de travaux publics et d'achat d'équipements. Mais cette opération, financée à long terme, ne lui coûtera que 641 millions cette année et l'an prochain.

Afin de compenser des revenus moindres tout en gardant le déficit zéro, M^{me} Marois s'empare des 670 millions qu'il lui restait dans la réserve qu'elle avait créée le printemps dernier pour la santé et

l'éducation. « Le budget déclenche des investissements nettement plus importants que ceux prévus initialement », plaide la ministre.

En santé, Québec donne le feu vert à 500 millions de travaux et d'achat d'équipements. On ajoutera des centres d'hébergement et de soins de longue durée et on réaménagera des salles des urgences. Pour le réseau de l'éducation, on injectera 400 millions pour la construction de nouvelles écoles et 50 millions pour ajouter des centres de la petite enfance.

On consacrera 500 millions à la construction de 13 000 logements abordables et à la rénovation de 27 000 logements de plus dans des vieux quartiers urbains. Des travaux routiers de 400 millions, déjà dans les cartons du ministère, pour les plans de transport de Montréal et Québec, notamment, seront devancés.

Les sociétés d'État ont été mises à contribution. Elles devraient ajouter 500 millions en projets d'immobilisation, surtout en région.

En outre, 350 millions de travaux seront financés pour améliorer l'approvisionnement d'eau potable et l'assainissement des eaux usées, avec un nouveau programme commun Québec-municipalités.

Les entreprises ne sont pas oubliées, mais resteront sur leur faim. Québec se rend à la moitié de leurs arguments. La taxe sur le capital, de 0,64 %, sera réduite de moitié, mais d'ici 2007.

Les PME seront toutefois mieux servies. Soixante pour cent d'entre elles, 160 000 sur 210 000, seront affranchies de taxe sur le capital dès janvier 2003.

PRUDENCE

Suite de la page A1

manifestement capable de sauver les meubles cette année, il est loin d'être certain qu'elle y parviendra en 2002-2003 !

■ ■ ■

Pour l'exercice 2001-2002, celui qui prendra fin dans cinq mois, M^{me} Marois n'aura pas trop de difficulté à maintenir le cap sur le déficit zéro. Par rapport à ses prévisions du printemps, les revenus autonomes, provenant pour l'essentiel des taxes, des impôts et des dividendes des sociétés d'État, sont en baisse de 1,35 milliard. D'autre part, les dépenses dépassent les prévisions de 300 millions.

Cela fait un trou de 1,65 milliard. Pour le combler, la ministre peut compter sur les baisses des taux d'intérêt, qui lui permettent d'épargner 500 millions ; la réserve de 950 millions, mise de côté au printemps, et qui devait en principe servir à financer des dépenses additionnelles en santé, éducation recherche et aide sociale, sera entièrement utilisée pour équilibrer le budget. Enfin, les transferts fédéraux seront de 200 millions plus importants que prévu.

La ministre peut donc, cette année, respecter l'équilibre budgétaire tout en protégeant les baisses d'impôts annoncées dans les deux derniers budgets. C'est très bien.

Les choses se gâtent à compter de l'année suivante, c'est-à-dire l'exercice 2002-2003.

Certes, M^{me} Marois affirme que ce sera aussi une année équilibrée. C'est bien ce que disent ses documents budgétaires, en effet. Pourtant, rien n'est moins certain.

Les spécialistes du secteur privé sont divisés quant au comportement de l'économie, l'an prochain.

Les plus pessimistes parlent d'une croissance 0,4 % ; les plus optimistes avancent le chiffre de 1,7 %. La ministre s'empare allègrement de ce dernier chiffre. Elle justifie son optimisme en disant que l'économie québécoise profitera largement des mesures annoncées dans son budget. En conséquence, les revenus autonomes du gouvernement devraient bondir de 5,9 % au cours du prochain exercice. Si ce scénario se réalise, ce sera alors la quatrième hausse en importance des 10 dernières années. D'autre part, contrairement au budget du printemps, elle ne prévoit aucune réserve de prudence ou provision pour éventualités.

■ ■ ■

Ce budget reflète des attentes hautement élevées, pour ne pas dire téméraires.

Cela ne signifie pas nécessairement un retour au déficit, mais il est clair que les finances publiques québécoises sont condamnées à évoluer sur la corde raide pendant les 17 prochains mois.

Peut-être la suite des événements donnera-t-elle raison à la ministre. Peut-être l'économie américaine sera-t-elle capable de rebondir rapidement. Peut-être le scénario optimiste a-t-il des chances de devenir réalité.

Il faut, en tout cas, l'espérer. Parce qu'advenant une récession plus grave que prévu, une hausse des taux d'intérêt, d'autres attentats qui contribueraient à affaiblir davantage le niveau déjà anémique de confiance des consommateurs américains, les finances publiques québécoises pourraient très facilement retomber dans le rouge...

de détails sur les opérations militaires qu'en début de campagne, a souligné que le Pentagone prépare cette initiative depuis plusieurs semaines. Si les Américains n'avaient pu passer à l'action jusqu'ici, c'est entre autres à cause du mauvais temps et de l'intensité des bombardements.

Les soldats sont actuellement prêts à partir, a dit M. Rumsfeld. « C'est uniquement une question d'avoir le bon type d'équipement pour les mener vers des zones où on peut atterrir, où il est possible d'entrer et de sortir », a-t-il précisé. Ils s'ajouteront à un certain nombre de leurs collègues qui assurent une présence « modeste » dans le nord de l'Afghanistan et qui viennent en aide aux forces antitalibans. Ces militaires effectuent la liaison et participent aux communications, au repérage de cibles ainsi qu'au ravitaillement.

Alors que les bombardiers B-52 pilonnaient les positions des talibans et que le Pentagone annonçait avoir bombardé un complexe souterrain utilisé par les talibans et l'organisation terroriste Al-Qaeda, le secrétaire à la Défense a soutenu que les États-Unis ont fait des progrès « mesurables » depuis le début des bombardements. M. Rumsfeld ne croit pas que l'appui à la campagne militaire est en train de diminuer. « Il n'y a aucun doute dans mon esprit que les Américains savent que ça prendra plus de 24 jours pour régler ce problème très complexe », a-t-il dit.

Le problème est complexe et l'adversaire est coriace, aurait pu ajouter M. Rumsfeld. Oussama ben Laden a exhorté hier les musulmans pakistanais à prendre les ar-

mes. Dans une lettre expédiée à certains médias, il invite les Pakistanais à défendre l'islam contre ce qu'il qualifie de campagne chrétienne. Avant même que cet appel ne soit lancé, certaines agences de presse rapportaient que des centaines de membres de tribus pakistanaises sont entrés hier en Afghanistan pour se battre contre les Américains.

Afin de contrer la propagande des talibans et d'Oussama ben Laden et parer à un affaiblissement du soutien à la campagne militaire, le président George W. Bush mènera un blitz intensif de relations publiques la semaine prochaine, et prononcera un discours destiné à ses citoyens au sujet des progrès effectués dans le dossier de la sécurité intérieure. Puis, le samedi 10 novembre, M. Bush livrera son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Pressé de questions au sujet de ce branle-bas de combat, le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a refusé d'admettre que Washington a l'impression de perdre la guerre en matière de propagande. « Il y a une réflexion sur

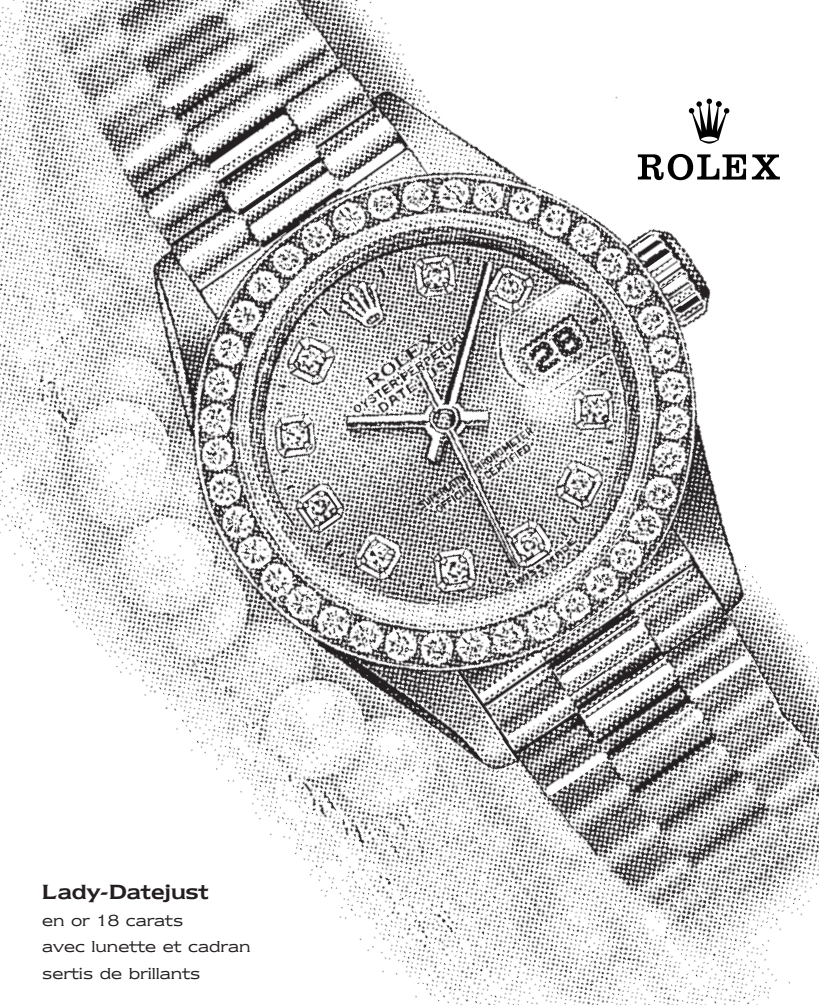
l'importance de parler aux gens, autour du monde, de l'importance de cette cause », a-t-il déclaré. Selon lui, il s'agit de contrer le régime des talibans « qui a menti non seulement à son propre peuple, mais aussi à ses voisins et aux Américains ».

Par ailleurs, la circulation à la frontière canado-américaine est devenue de plus en plus fluide au cours des derniers jours, a indiqué hier le ministre canadien des Douanes et du Revenu, Martin Cauchon. Ce dernier, de passage à Washington, a toutefois précisé qu'il y a « encore place à l'amélioration ».

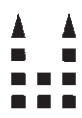
En fait, le temps d'attente à la frontière serait dorénavant similaire à ce qu'il était avant les événements tragiques du 11 septembre, mais le trafic n'a pas atteint le volume habituel. On se rappellera que la semaine dernière, le ministre canadien des Affaires étrangères, John Manley, avait exhorté le gouvernement américain à mettre fin aux longs délais à la frontière.

De passage dans la capitale américaine pour rencontrer certains parlementaires concernés par la question de la frontière, M. Cauchon a affirmé que les deux pays sont sur la même longueur d'onde à ce sujet, entre autres en matière de sécurité.

Question de prendre le taureau par les cornes, le ministre a annoncé qu'il souhaite relancer, à court terme, les travaux d'un comité de suivi créé à la suite d'une entente sur la frontière en 1995. « Dans le but d'accroître la coopération et de préparer un plan d'action, nous demanderons à ce comité de se réunir dans les 10 prochains jours », a déclaré M. Cauchon.



Lady-Datejust
en or 18 carats
avec lunette et cadran
sertis de brillants



CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve • 845-4651

LE BUDGET MAROIS

400 millions pour les particuliers



Pauline Marois

INDEXATION DE L'AIDE SOCIALE:
75 MILLIONS DE DOLLARS
POUR 360 000 MÉNAGES
À FAIBLE REVENU

- 168\$ > pour une personne seule apte au travail
- 240\$ > pour une personne seule ayant des contraintes sévères à l'emploi
- 252\$ > pour un couple d'adultes aptes au travail
- 360\$ > pour un couple d'adultes ayant des contraintes sévères à l'emploi

RÉJEAN BOURDEAU

QUÉBEC – Après avoir remis pour 1,2 milliard de dollars dans les poches des contribuables lors de son premier budget en mars, la ministre des Finances Pauline Marois a été moins généreuse hier.

Faute de moyens, Québec a présenté des mesures fiscales pour les particuliers équivalant à 400 millions. L'objectif est de soutenir l'activité économique en agissant sur la confiance des consommateurs, a dit M^{me} Marois lors de son discours.

« L'essentiel des mesures est consenti aux personnes à faibles revenus », remarque Benoît Martinet, fiscaliste pour Ernst & Young.

Du total, 325 millions sont affectés aux familles ayant des revenus inférieurs à 40 000 \$ et aux personnes gagnant moins de 35 000 \$.

La plus importante mesure concerne un versement supplémentaire de 100 \$ par adulte ou de 200 \$ par couple du crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec (TVQ), qui sera effectué en décembre. Puisqu'elle s'adresse à 2,5 millions de personnes, le gouver-

IMPACT DES MESURES ⁽¹⁾ SUR LE REVENU DISPONIBLE DE CERTAINS MÉNAGES TYPES			
En dollars			
Revenu de travail (\$)	Couple sans enfant et 2 revenus	Couple ayant 2 enfants et 1 revenu	Personne seule
0	460	460	275
5 000	460	460	275
10 000	460	460	107
20 000	208	208	145
40 000	64	140	60
50 000	92	140	60

(1) En tenant compte de tous les effets de la pleine indexation.

nement déboursera 250 millions pour ce crédit d'impôt.

Les règles actuelles prévoient qu'un adulte partageant un logement reçoit 154 \$ par année comparativement à 257 \$ pour un adulte vivant seul et 308 \$ pour un couple, remis en deux versements, en août et décembre. Ces sommes sont réduites à raison de 3 % du revenu familial excédant le seuil de 26 000 \$.

Avec la mesure fiscale ponctuelle annoncée hier, chacun des contribuables admissibles au crédit recevra 100 \$ supplémentaires lors du versement de décembre, explique M. Martinet. Par exemple, l'adulte partageant un logement verra son crédit de décembre passer de 77 \$ à 177 \$.

« Nous avons choisi ce moyen pour soutenir la consommation parce qu'une partie de ces bénéficiaires n'avait pas pu profiter des baisses d'impôt annoncées le printemps dernier, a dit M^{me} Marois. Il s'agit de plus d'un moyen qui pouvait être très rapidement mis en oeuvre. »

Indexation du régime

La deuxième mesure concerne la révision de 1,8 % à 2,7 % du taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers. L'indexation promise dans le dernier budget entre en vigueur et est ajustée en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Cette annonce touche l'ensemble des contribuables, souligne le fisca-

liste. L'impact financier de cette révision est évalué à 77 millions de dollars. De façon concrète la pleine indexation à 2,7 % du régime d'imposition se traduira par une économie annuelle de 140 \$ pour un couple ayant deux enfants et un revenu familial de 50 000 \$.

M^{me} Marois n'a pas annoncé de nouvelles baisses d'impôt. « J'aurais aimé le faire, a-t-elle dit dans son discours, mais étant donné la conjoncture actuelle, il m'a semblé plus prudent de ne pas procéder à de telles réductions, dont les effets seraient par définition permanents alors même que la conjoncture est marquée par l'incertitude. »

Indexation de l'aide sociale

La troisième mesure s'adresse à tous les bénéficiaires de l'aide sociale, incluant les personnes aptes au travail et celles ayant des contraintes sévères à l'emploi. Leurs prestations sont indexées à un taux de 2,7 % en janvier 2002. L'annonce d'hier représente une hausse de 75 millions de dollars du revenu disponible pour 360 000 ménages.

Par exemple, une personne apte au travail verra sa prestation annuelle augmenter de 168 \$ à 6180 \$ l'an prochain. Pour ces prestataires, il s'agit d'une deuxième augmentation en un peu plus de six mois. Une personne ayant des contraintes sévères verra sa prestation augmenter de 240 \$ à 9048 \$.

Des logements pour les ménages à revenu modeste

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Afin de contrer la pénurie de logements qui frappe durablement depuis plusieurs mois Montréal et certains grands centres, Québec investira un demi-milliard d'ici cinq ans dans la construction et la rénovation de 40 000 logements pour ménages à revenu modeste.

De ce nombre, 36 300 logements devraient être prêts d'ici deux ans, prévoit le plan déposé hier dans le cadre du budget par la ministre des Finances, Pauline Marois. Le plan s'appuie sur la création d'un nouveau programme de 105 millions sur deux ans de logement aborda-

ble et sur la bonification du programme Accès-Logis, qui ne s'éteindra donc pas en 2002 comme prévu, mais se poursuivra pendant cinq ans grâce à un nouvel apport de fonds de 257 millions. Quelque 13 000 nouveaux logements seront ainsi construits.

La rénovation de 27 000 autres logements reposera sur la prolongation et l'amélioration du programme de revitalisation des vieux quartiers (95 millions sur deux ans) de 43 villes-centres, où 21 000 logements sont ciblés, et sur la bonification du programme RénoVillage (16 millions de plus sur deux ans), qui devrait toucher 6000 logements. « Nous pouvons ainsi faire

d'une pierre deux coups : réinvestir dans l'économie en créant des emplois et offrir une meilleure qualité de vie à des gens qui ont des problèmes », dit la ministre.

Pour la moitié de la cible des nouveaux espaces, Québec compte toutefois sur la conclusion d'ici la fin de l'année d'une nouvelle entente à frais partagés avec le gouvernement fédéral. M^{me} Marois veut en effet devancer de deux ans la réalisation des 6500 nouveaux logements que la Société d'habitation du Québec prévoyait achever en quatre ans.

« À moins de difficultés imprévues, l'entente avec le gouvernement fédéral devrait se conclure

INVESTISSEMENTS DANS LE LOGEMENT ⁽¹⁾		
Programme	Investissement (millions de \$)	Nombre de logements
Nouveau programme de logements abordables	105	6 500
Programme AccèsLogis	257	6 500
Progr. de revitalisation des vieux quartiers	95	21 200
Programme RénoVillage	16	6 000
Total	473	40 200

(1) À l'exclusion du programme RénoVillage, ces mesures sont comprises dans le plan d'accélération des investissements publics.

sous peu, note M^{me} Marois. Dans un esprit de collaboration, je souhaite que ce dernier se joigne à l'ef-

fort de devancement du Québec, particulièrement pertinent dans la conjoncture actuelle. »

IMPACT DES MESURES SUR LE REVENU DISPONIBLE DE CERTAINS MÉNAGES TYPES

COUPLE AYANT DEUX ENFANTS ET DEUX REVENUS (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
0	200	252	8	460
5 000	200	252	8	460
10 000	200	252	8	460
15 000	200	0	8	208
20 000	200	0	8	208
25 000	200	0	8	208
30 000	200	0	29	229
35 000	200	0	29	229
40 000	0	0	112	112
45 000	0	0	140	140
50 000	0	0	140	140

* Versée en décembre 2001.

COUPLE AYANT DEUX ENFANTS ET UN REVENU (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
0	200	252	8	460
5 000	200	252	8	460
10 000	200	252	8	460
15 000	200	0	8	208
20 000	200	0	8	208
25 000	200	0	8	208
30 000	200	0	29	229
35 000	200	0	169	369
40 000	0	0	140	140
45 000	0	0	140	140
50 000	0	0	140	140

* Versée en décembre 2001.

FAMILLE MONOPARENTALE AYANT UN ENFANT (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
0	100	168	7	275
5 000	100	168	7	275
10 000	100	0	7	107
15 000	100	0	7	107
20 000	100	0	7	107
25 000	100	0	66	166
30 000	100	0	157	257
35 000	0	0	117	117
40 000	0	0	102	102
45 000	0	0	102	102
50 000	0	0	102	102

* Versée en décembre 2001.

COUPLE SANS ENFANT ET DEUX REVENUS (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
0	200	252	8	460
5 000	200	252	8	460
10 000	200	252	8	460
15 000	200	0	8	208
20 000	200	0	8	208
25 000	200	0	72	272
30 000	200	0	93	293
35 000	200	0	93	293
40 000	0	0	64	64
45 000	0	0	92	92
50 000	0	0	92	92

* Versée en décembre 2001.

COUPLE SANS ENFANT ET UN REVENU (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
0	200	252	8	460
5 000	200	252	8	460
10 000	200	252	8	460
15 000	200	0	8	208
20 000	200	0	8	208
25 000	200	0	72	272
30 000	200	0	121	321
35 000	200	0	121	321
40 000	0	0	92	92
45 000	0	0	92	92
50 000	0	0	92	92

* Versée en décembre 2001.

COUPLE DE PERSONNES ÂGÉES DE 65 ANS OU PLUS (en dollars)				
Revenu de travail	Majoration ponctuelle du crédit d'impôt pour la TVQ*	Indexation de 2,7% des prestations d'aide sociale	Indexation de 2,7 % du régime d'imposition	Hausse du revenu disponible
20 000	200	n.s.p.	8	208
25 000	200	n.s.p.	8	208
30 000	200	n.s.p.	114	314
35 000	200	n.s.p.	142	342
40 000	0	n.s.p.	113	113
45 000	0	n.s.p.	113	113
50 000	0	n.s.p.	113	113

* Versée en décembre 2001.

Note : Le revenu total comprend la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti versés aux deux conjoints, ainsi que les revenus privés de retraite et de placements.

n.s.p.: ne s'applique pas.

LE BUDGET MAROIS

400 millions pour les routes

MARTIN PELCHAT
et ANDRÉ DUCHESNE

POUR DONNER plus de saveur à une économie trop fade, le chef Pauline Marois sort la vieille recette des infrastructures : 400 millions iront d'ici l'été prochain à la restauration d'un réseau routier national désuet et 350 millions à un nouveau programme de réfection des infrastructures municipales qui pourrait totaliser un milliard si Ottawa et les villes acceptent d'y injecter leur part.

Les 400 millions réservés à la rénovation des routes nationales, qui s'ajouteront au milliard de travaux routiers déjà prévu en 2002-2003, constitueront la première phase d'un plan d'investissement de 3,2 milliards sur 10 ans dont le ministre des Transports, Guy Chevrette, donnera plus de détails la semaine prochaine. « Nous avons mis en place une procédure accélérée d'appel d'offres et d'octroi de contrats, a précisé hier en livrant son budget la ministre des Finances. Nous serons donc en mesure de déclencher très tôt ce printemps des investissements dans toutes les régions du Québec. »

Au ministère des Finances, on précise cependant que la phase 1

sera essentiellement consacrée à des travaux de réhabilitation plutôt qu'à la réalisation de nouvelles infrastructures routières comme le prolongement tant attendu de l'autoroute 30, sur la Rive-Sud de Montréal. Ce projet dépend en effet d'une participation fédérale dont la confirmation se fait toujours attendre. On privilégiera par ailleurs des travaux qui ont franchi l'étape des études préalables et qui n'étaient freinés que par la non-disponibilité de fonds. Rien n'a été prévu pour le transport en commun.

« Plusieurs routes du Québec nécessitent des réparations majeures, mais il est important de ne pas négliger leur entretien préventif pour éviter d'avoir à effectuer des réparations encore plus coûteuses dans quelques années », précisent les documents budgétaires. On sait que M. Chevrette rêve depuis plusieurs mois d'un vaste programme de réhabilitation pour un réseau routier dont son ministère dit pudiquement qu'il est arrivé « à maturité » après plus de 30 ans d'usage.

Quant au nouveau programme d'infrastructures, il s'ajoutera au programme tripartite de 1,9 milliard lancé l'an dernier par le fédéral, mais que la Coalition pour le

renouvellement des infrastructures jugeait nettement insuffisant en regard des besoins. La plus grande partie des nouveaux fonds, explique M^{me} Marois, financera la rénovation et la mise aux normes des systèmes d'alimentation en eau potable et l'amélioration des usines de traitement des eaux usées. Une enveloppe de 150 millions servira à financer des immobilisations requises pour la mise en place des villes fusionnées, ainsi que des travaux de voirie locale, précisent les documents budgétaires. Le seul projet concret confirmé hier par M^{me} Marois est la première phase des travaux d'assainissement de la rivière Saint-Charles, à Québec.

Québec veut aussi expérimenter grâce à ce programme fourre-tout de nouvelles techniques de décontamination des sols où reposent des métaux lourds, de traitement des lisiers et des eaux polluées par la pisciculture. Près de deux millions iront en outre à un banc d'essai de trois nouvelles éoliennes en Gaspésie. Et on créera un réseau national d'aires protégées.

Le budget Marois introduit par ailleurs un nouveau programme de « renouvellement urbain pour les quartiers dévitalisés » du Québec, dans lequel le gouvernement et les mu-

nicipalités investiront à part égale 150 millions d'ici 2003-2004. La région montréalaise recevra 100 millions de ce budget qui financera par exemple l'augmentation des espaces verts, la réhabilitation des terrains contaminés, la revitalisation des artères commerciales, l'enfouissement du réseau électrique ou la mise en valeur du patrimoine architectural.

Ces annonces ont réjoui le président de la Coalition pour le renouvellement des infrastructures, Gilles Vaillancourt, qui y voit un autre « pas dans la bonne direction » et entend s'assurer que le budget fédéral de décembre de Paul Martin emboîte le pas. « Pour atteindre l'objectif de relance rapide de l'économie, les conditions relatives à ce nouveau programme devront toutefois permettre de choisir les projets et de lancer les travaux à très court terme », avertit le maire de Laval.

La coalition rappelle également qu'il faudrait investir plus de 15 milliards sur 15 ans pour « renverser la tendance à la détérioration » des réseaux routiers, d'égouts et d'eau.

« Chaque milliard investi dans la réalisation de travaux publics crée 12 500 emplois pour toute la durée de ces travaux », a aussi rappelé le maire de Laval en entrevue.

De son côté, la première vice-présidente de l'Union des municipalités du Québec, Francine Ruel-Jutras, a assuré que son organisme ferait toutes les représentations nécessaires auprès du ministre fédéral des Finances afin qu'il injecte sa part de 350 millions en vue de la réalisation de ces nouveaux travaux. Le secrétaire général de la FTQ (qui représente 73 % des travailleurs de la construction au Québec), René Roy, a promis de faire la même démarche.

Pendant ce temps, à Ottawa, on promet de prêter l'oreille à ces propositions, sans pour autant s'engager. « Nous allons examiner les propositions du gouvernement du Québec et allons aviser en temps et lieux. Le ministre Martin va présenter un budget d'ici la fin de l'année, mais il a déjà clairement laissé entendre que sa priorité irait à la sécurité nationale », a indiqué Jean-Michel Catta, son porte-parole.

Rappelons qu'au moment de l'adoption du budget fédéral en 2000, le ministre Martin avait annoncé l'allocation d'une somme de 600 millions sur quatre ans pour les routes, dont 110 millions iraient au Québec. Or, les négociations concernant les projets à traiter en priorité se poursuivent toujours.

ACCÉLÉRATION DES INVESTISSEMENTS EN SANTÉ

500 millions de dollars de plus dans la santé et les services sociaux:



- > Construction et rénovation de centres d'hébergement de longue durée pour mieux loger les personnes âgées en perte d'autonomie
- > Réaménagement de plusieurs urgences d'hôpitaux
- > Achat de nouveaux équipements et modernisation des systèmes de traitement de l'information.

Des annonces dans toutes les régions avant les Fêtes

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Une cinquantaine de millions pour un nouveau pavillon destiné à la faculté de pharmacie à l'Université de Montréal et une « Technopole-Montréal » en lien avec Polytechnique : ce sont des exemples de projets d'immobilisations qui seront devancés, et il y en a ainsi pour trois milliards, a annoncé hier la ministre Marois, ce qui permettra à Québec de saupoudrer des annonces dans toutes les régions avant les Fêtes.

Dès cette fin de semaine des ministres du gouvernement Landry commenceront à rendre publics des projets d'investissements dans les réseaux de la santé et de l'éducation. M^{me} Marois prévoit que des travaux totalisant un milliard seront réalisés avant juillet 2002, et que la moitié des trois milliards sera dépensée d'ici 12 mois.

En tout, ces trois milliards de devancement signifient une augmentation de 75 millions par année du service de la dette. Ces équipements ont en moyenne une durée de vie utile de 25 ans, et la facture peut être étalée à long terme, sans trop grever les dépenses budgétaires du gouvernement.

Les détails étaient rares hier quant aux projets qui allaient être privilégiés. Une liste des initiatives est dressée, reste à choisir les celles qui seront favorisées d'abord.

Ces 2,5 milliards de constructions gouvernementales — 500 autres millions viendront des sociétés d'État — s'ajoutent à sept milliards d'investissements d'immobilisations déjà prévus dans la planification des minis-

tères et des réseaux.

Les 500 millions supplémentaires aiguillés vers la santé seront affectés en bonne partie à la construction de centres d'hébergement et de soins de longue durée. On rénovera aussi des hôpitaux, surtout des urgences. Mais il appartiendra au ministre de la Santé Rémy Trudel de faire l'annonce des projets dans les prochaines semaines.

On dépensera aussi pour assurer la mise aux normes et la modernisation de bien des bâtiments du réseau des services sociaux. On rénovera pour permettre l'ajout d'équipements plus sophistiqués, notamment en radiologie numérique. On mettra en place un réseau informatique pour partager les informations sur la clientèle des centres jeunesse du Québec.

En éducation, on accélérera 400 millions de travaux destinés à moderniser l'ensemble immobilier et technologique des écoles et des deux instituts de technologie agricole, à Saint-Hyacinthe et à La Pocatière.

Dans les commissions scolaires, les enveloppes pour l'entretien des bâtiments seront augmentées. En milieu rural on compte relier toutes les institutions publiques à un réseau de fibre optiques.

En matière de recherche, le « plan d'action » de M^{me} Marois prévoit des investissements de 100 millions, en plus des 250 millions annoncés au budget du printemps. On compte notamment agrandir l'Institut de recherche clinique de Montréal et construire un centre de recherche en optique-photonique à l'Université Laval.

Les réseaux de la santé et de l'éducation craignent de nouvelles compressions

MARC THIBODEAU

Les acteurs des réseaux de l'éducation et de la santé craignent que le silence du gouvernement sur les crédits budgétaires pour l'année 2002-2003 signifie qu'il sera incapable de respecter ses promesses et qu'il pourrait même éventuellement imposer de nouvelles compressions.

Le directeur général de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Réjean Morel, se dit notamment très inquiet à la lecture du budget dévoilé hier par la ministre des Finances, Pauline Marois.

L'augmentation du budget du réseau de l'éducation, en considérant la croissance des coûts de système (salaires, frais énergétiques, etc.) et les promesses de réinvestissement faites lors du Sommet du Québec et de la jeunesse, devrait être de l'ordre de 5 % en 2002-2003, note M. Morel. L'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) parle pour sa part d'une hausse de 7 % pour la même période. Or, le gouvernement table sur une croissance des dépenses de 3,1 %.

« Si la santé et l'éducation (qui représentent les deux tiers des dépenses gouvernementales) reçoivent l'argent qui leur est dû, les autres ministères vont être durement touchés », note M. Morel. L'autre possibilité, note-t-il, est que le gouvernement ne respecte pas ses engagements envers les deux réseaux.

La FCSQ s'inquiète aussi de la réallocation d'une somme de 280 millions dont la provenance demeure à préciser.

Le président de la Fédération des cégeps est lui aussi d'avis que le Conseil du Trésor aura beaucoup de mal à respecter à la fois les promesses faites par le gouvernement et les projections de dépenses d'ici. « Ça s'annonce très, très difficile », déclare Gaëtan Boucher.

Il n'est pas exclu, note-t-il, que le gouvernement ait choisi de dévoiler les crédits plus tard pour éviter d'avoir à procéder dès main-

tenant à un arbitrage budgétaire douloureux et politiquement difficile.

La CSQ, aussi inquiète de l'absence des crédits, entend talonner le gouvernement pour le forcer à préciser ses intentions. « J'espère qu'ils n'ont pas reporté le dépôt des crédits pour gagner du temps », estime la présidente de l'organisme, Monique Richard, qui craint de nouvelles compressions.

La situation est d'autant plus préoccupante, dit-elle, que le gouvernement ne dispose plus de la réserve de 950 millions prévue lors du dernier budget pour faire face aux imprévus dans les réseaux de la santé et de l'éducation, la majeure partie ayant été récupérée pour faire face au ralentissement économique. « Il n'y a plus de marge de manœuvre », souligne M^{me} Richard.

L'Association des hôpitaux du Québec promet aussi de suivre de très près le gouvernement pour s'assurer que les établissements reçoivent un financement « adéquat ». Le taux d'accroissement des dépenses de 3,1 % mis de l'avant par le gouvernement signifierait un manque à gagner de 280 millions pour le réseau, note le vice-président de l'organisme, Daniel Adam.

D'éventuelles ponctions en éducation et en santé signifieraient des lendemains difficiles pour le gouvernement, qui avait connu une véritable crise au printemps lors de l'élaboration des crédits après avoir jonglé avec la possibilité de diminuer de 400 millions de dollars le budget prévu pour le réseau des commissions scolaires, des cégeps et des universités.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, avait publiquement souligné que son gouvernement devrait respecter ses engagements et mis du même coup son poste en jeu avant de finalement obtenir gain de cause à la suite du retour en catastrophe au pays de Lucien Bouchard.

M. Legault ainsi que le ministre de la Santé, Rémy Trudel, doivent donner des précisions supplémentaires aujourd'hui en conférence de presse sur les mesures annoncées en santé et en éducation.

POINTS SAILLANTS

Les impacts négatifs du ralentissement économique

> Diminution des revenus du gouvernement de 1,8 milliard en 2001-2002 et 2002-2003. L'effet négatif de cette baisse des revenus devrait toutefois être compensé en partie par une baisse du service de la dette d'environ 944 millions sur la même période en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Les retombées espérées du plan d'action

- > Pauline Marois estime dans son budget d'urgence que les mesures annoncées hier se traduiront par la création ou le maintien de 16 000 emplois en 2002, notamment grâce aux congés fiscaux accordés aux PME
- > Les retombées fiscales du plan d'urgence devraient être de 306 millions

Priorité : sécurité publique

Les répercussions des attentats du 11 septembre aux États-Unis se font sentir au premier chef dans le domaine de la sécurité publique au Québec. La ministre des Finances a dégagé 43 millions d'ici 2003 pour accroître les mesures de sécurité et les capacités d'intervention au Québec en cas d'attaque bioterroriste. Les mesures se résument ainsi :

- > améliorer les activités de renseignement et d'enquête
- > renforcer les enquêtes sur les candidats à l'immigration
- > mettre sur pied des équipes d'intervention multidisciplinaires (pompiers, policiers, ambulanciers) à Montréal, Québec et Hull, équipes qui pourraient se déplacer ailleurs en province
- > accroître la prévention du bioterrorisme
- > renforcer la surveillance dans le domaine bioalimentaire

400 millions de dollars de répit pour les consommateurs

Dans le but de relancer la consommation, gravement affectée par le ralentissement économique, la ministre Pauline Marois accordera d'ici Noël un crédit d'impôt pour la TVQ de 100 \$ (200 \$ par couple) à environ 2,5 millions de Québécois. Le crédit pour la TVQ sera accordé aux contribuables dont le revenu est de 36 266 \$ et moins pour un couple, de 34 566 \$ et moins pour un adulte vivant seul et de 31 133 \$ pour un adulte partageant un logement.

De l'argent pour le logement

Préoccupation criante mise en lumière par la crise des squatteurs l'été dernier à Montréal, la situation du logement social a trouvé écho dans le budget Marois. Le budget 2002-2003 prévoit 500 millions pour construire ou rénover 40 000 logements. En détail :

- > nouveau programme destiné à stimuler l'offre de logements à prix abordable
- > reconduction du programme AccèsLogis pour cinq ans
- > rénovation de 27 000 logements pour des ménages à revenu modeste

LE BUDGET MAROIS

Les fumeurs sont fortement mis à contribution

DENIS LESSARD

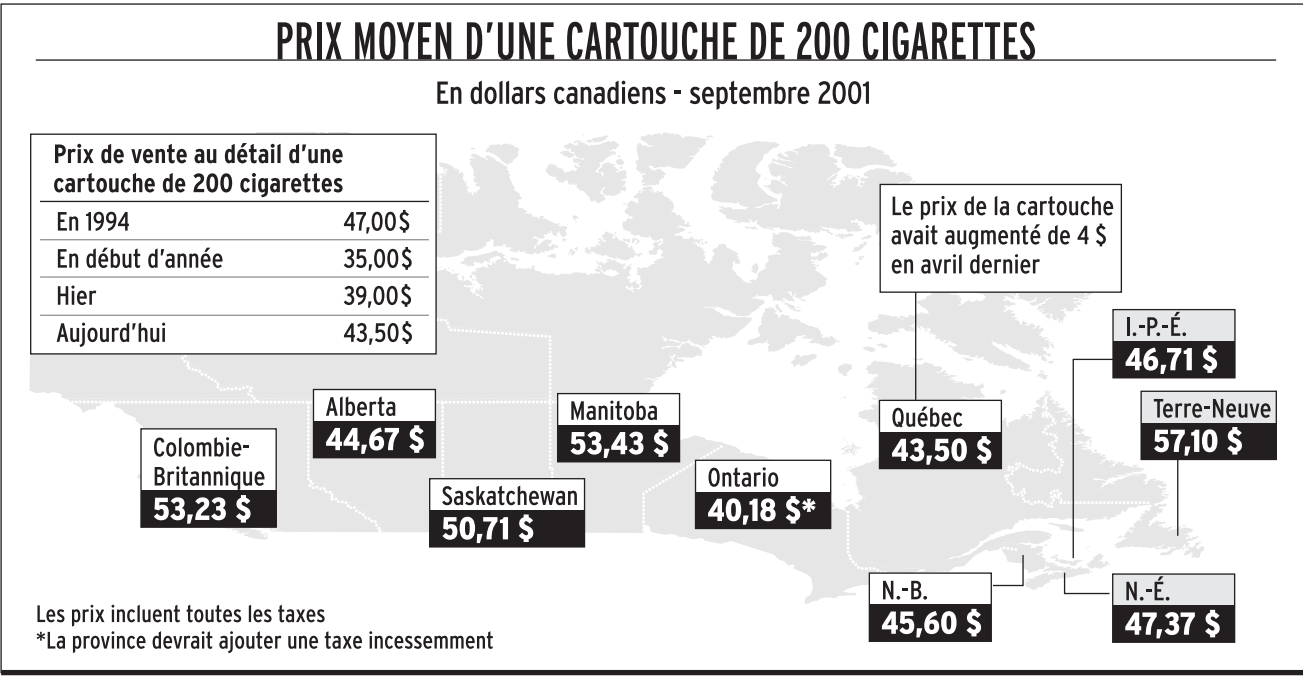
QUÉBEC – Le prix des cigarettes aura augmenté du quart en moins d'un an avec la nouvelle hausse annoncée hier conjointement par Québec et Ottawa.

La ministre des Finances, Pauline Marois réservait une autre mauvaise nouvelle aux fumeurs québécois dans son budget d'hier : une hausse de 2,50 \$ des droits sur une cartouche de 200 cigarettes.

Et comme ils avaient convenu d'agir de concert, dimanche dernier, dans les coulisses d'une conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances à Ottawa en fin de semaine, son collègue Paul Martin a fait de même. La hausse des droits fédéraux sur les cigarettes vendues au Québec est de 2 \$ la cartouche.

Au total, depuis minuit hier soir, le prix de la cartouche a grimpé de 4,50 \$.

Hier, M^{me} Marois rappelait que la facture pour les maladies coronariennes et les problèmes respiratoires était toujours en hausse ; l'augmentation du prix des cigarettes est



une mesure efficace pour lutter contre le tabagisme, a-t-elle dit.

Déjà en avril dernier, les deux gouvernements avaient pressé le même citron. Chacun avait fait grimper de 2 \$ le prix d'une cartouche de 200 cigarettes. Depuis le dé-

but de 2001, le prix d'une cartouche au Québec aura donc augmenté de 8,50 \$.

Au début de l'année, les groupes antitabagisme avaient revendiqué une augmentation de 10 \$ du prix de la cartouche.

Avec une moyenne de 44 \$ par cartouche, on est encore en bas des niveaux atteints au milieu des années 1990 quand la contrebande s'était généralisée. La cartouche atteignait alors 47 \$. En janvier 1994, le fédéral, le Québec, l'Ontario, le

Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse avaient convenu d'une baisse draconienne des taxes pour éradiquer la contrebande. En baissant de 21 \$ le prix des cartouches en vente légale, les gouvernements avaient privé les contrebandiers de toute marge de profit.

À Québec, on ne craint guère la réapparition du marché noir, même après des hausses de taxe en cascade. Car, avec la décision du printemps dernier, Ottawa avait annoncé la mise en place d'un nouveau mode de perception des taxes sur le tabac destiné à la vente à l'étranger. Jusqu'alors, les cigarettes destinées au marché étranger — essentiellement américain — étaient vendues en franchise de droit. Or, c'est une partie importante de cette marchandise qui était vendue au noir au Canada. Depuis le printemps, toutes les cigarettes sont frappées de taxes égales, et les manufacturiers obtiennent des remboursements pour les quantités effectivement vendues à l'étranger.

Autre différence importante par rapport aux années 1990, le prix des cigarettes aux États-Unis a considérablement augmenté. On atteint 67 \$ la cartouche en devises canadiennes dans des États de Nouvelle-Angleterre.

Pas de danger de reprise de la contrebande

CHARLES CÔTÉ

LE MILIEU antitabac a applaudi hier la hausse de 4,50 \$ de la taxe sur la cartouche de cigarettes, en soulignant que les circonstances actuelles sont très différentes de celles qui existaient en 1993, quand la contrebande massive avait forcé les gouvernements à mettre la hache dans les taxes sur le tabac.

Hier, la ministre des Finances du Québec, Pauline Marois, a annoncé une hausse de 2,50 \$ de la taxe sur la cartouche de 200 cigarettes. Le gouvernement fédéral a emboîté le pas avec une hausse de 2 \$. Ces hausses s'ajoutent à une autre de 4 \$ (2 \$ au fédéral et 2 \$ au provincial) en avril dernier.

Cette année, donc, le prix de la cartouche de 200 cigarettes a augmenté de 8,50 \$, plus TPS et TVQ.

« La taxation constitue la mesure la plus efficace contre l'usage du tabac », affirme François Damphousse, de l'Association pour les droits des non-fumeurs.

Selon lui, il n'y a pas de risque de voir renaître la contrebande qui avait approvisionné une partie importante du marché québécois avant la baisse des taxes. « Le contexte a beaucoup changé depuis 10 ans », dit-il.

En effet, souligne-t-il, même avec cette dernière augmentation, les cigarettes coûtent toujours plus cher dans les États américains frontaliers qu'au Québec, compte tenu du taux de change.

Aux États-Unis, le prix du tabac a fortement augmenté ces dernières années, à cause des lourdes amendes imposées à l'industrie du tabac, des poursuites gagnées par les particuliers et les autorités, en plus de la hausse des taxes.

Par exemple, la cartouche de 200 cigarettes coûte environ 70 \$ canadiens dans l'État de New York, 67 \$ dans le Maine, 58 \$ au Ver-



La ministre des Finances, Pauline Marois, a été chaudement félicitée par ses collègues à la fin de la présentation de son budget.

mont et au New Hampshire.

Au Québec, ce matin, la cartouche se vend environ 45 \$.

Autre changement depuis les belles années de la contrebande : une taxe-massue de 22 \$ la cartouche qui s'applique dès que les exportations de cigarettes canadiennes vers les États-Unis dépassent 1,5 % du marché intérieur.

Après la baisse des taxes en 1994, la proportion de fumeurs

dans la population était passée de 33 % à 38 %. Chez les jeunes, où les fabricants de tabac doivent recruter leur clientèle, la pourcentage de fumeurs avait carrément doublé.

Cependant, depuis, le pourcentage des fumeurs a baissé à 28 %. Selon M. Damphousse, cette diminution est attribuable à l'interdiction de la cigarettes dans sur les lieux de travail, au remboursement par l'assurance-médicaments des

produits aidant les fumeurs à arrêter et à l'ajout de messages plus dissuasifs sur les paquets de cigarettes.

Il pense que le nombre de fumeurs continuera de reculer, avec l'ajout de mesures fiscales. « Les conséquences de ces augmentations, on va les voir dans les années à venir », dit-il.

La porte-parole de l'industrie du tabac n'a pas rappelé *La Presse*, hier.

La hausse varie selon les provinces

Presse Canadienne

OTTAWA — Dès aujourd'hui, il en coûtera encore plus cher de fumer au Canada, et tout particulièrement au Québec.

Au Québec, la hausse combinée fédérale-provinciale atteint 4,50 \$ la cartouche.

En Ontario, l'augmentation des taxes fédérales est de 1,60 \$ (pour une hausse totale de 3,20 \$). Dans les autres provinces, elle atteint 1,50 \$. Les gouvernements provinciaux du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse iront chercher 2 \$ de plus par cartouche dans les poches des fumeurs (pour un total de 3,50 \$).

Ces hausses représentent des revenus annuels supplémentaires d'environ 246 millions pour Ottawa. Il s'agit de la deuxième hausse de ce genre en moins d'un an. En avril, Québec et Ottawa avaient conjointement annoncé une hausse de 4 \$ la cartouche.

La mesure se trouvait au coeur des discussions des ministres des Finances lors de leur rencontre à Ottawa, dimanche dernier.

Annoncée par Allan Rock, ministre de la Santé, la nouvelle mesure de taxation servira d'abord et avant tout à combattre le tabagisme, a-t-il fait valoir.

« Les annonces d'aujourd'hui, d'augmentation des taxes, sont très importantes, particulièrement pour les jeunes parce que pour eux, les prix sont importants », a déclaré M. Rock. Les revenus de ces hausses de taxes ne serviront pas, cependant, à financer les campagnes anti-tabagisme, mais seront versés à la réserve générale.

Le fédéral souhaite, au cours des 10 prochaines années, réduire de 20 pour cent le nombre de fumeurs, et de 30 pour cent la quantité de cigarettes vendues au pays.

POINTS SAILLANTS

Travaux devancés – investissements de trois milliards Pour tenter de relancer une économie malade, Pauline Marois appuie sur l'accélérateur économique et devance des investissements de trois milliards. En santé, 500 millions pour : > la construction ou la rénovation de centres d'hébergement de longue durée > le réaménagement de plusieurs urgences d'hôpitaux > l'achat et la modernisation de nouveaux équipements et la modernisation des systèmes de traitement de l'information	Logement, infrastructures : > 457 millions pour le logement > 400 millions pour le réseau routier > 350 millions pour les infrastructures municipales > 100 millions pour la recherche, la science et la technologie > 100 millions pour les équipements culturels > 100 millions pour le développement et l'amélioration de systèmes de technologies de l'information > 50 millions pour la construction de centres de la petite enfance > 500 millions d'accélération des investissements des sociétés d'État Éducation : > 400 millions pour améliorer la qualité des lieux d'enseignement et construction de nouvelles écoles et de nouveaux pavillons universitaires.	Relancer les entreprises Gravement touchées par le ralentissement et, ce, même avant le 11 septembre, les entreprises réclamaient de l'oxygène à la ministre Marois. Voici les grandes lignes de ce qu'elle leur propose : > réduction de la taxe sur le capital (160 000 entreprises ne paieront plus de taxe sur le capital dès janvier 2003 et le taux général de la taxe sur le capital passera graduellement de 0,64 % à 0,30 % d'ici 2007) > report de leurs acomptes provisionnels pour l'ensemble du quatrième trimestre de l'année 2001 > création de La Financière du Québec, qui consentira des prêts en plus de garanties de prêts aux entreprises, qui établira de nouveaux partenariats avec les entreprises et qui dispose de 140 millions pour l'aide au fond de roulement des entreprises, des entreprises en démarrage, des coopératives et des entreprises d'économie sociale.	Cap maintenu sur le déficit zéro Malgré une diminution des revenus du gouvernement évaluée à 1,8 milliard sur deux ans (2001-2002 et 2002-2003) en raison de la conjoncture économique défavorable et une possible hausse des programmes sociaux, la ministre Marois maintient le cap sur le déficit zéro pour les deux prochains exercices. La ministre annonce aussi : > le maintien des dépenses de l'année en cours au niveau prévu en mars > une augmentation des dépenses de 3,1 % en 2002-2003 > l'utilisation dès cette année du coussin de 670 millions tirés du surplus de l'an dernier > une hausse de la taxe sur le tabac de 2,50 \$ la cartouche (dès ce matin, à laquelle s'ajoutent 2 \$ imposés par Ottawa).
---	---	---	--

LE BUDGET MAROIS

Les économistes craignent un retour du déficit

RÉJEAN BOURDEAU

QUÉBEC — Québec n’a pas les moyens de se payer une longue récession. La raison en est simple : le budget présenté hier par la ministre des Finances, M^{me} Pauline Marois, utilise toutes les réserves accumulées jusqu’à maintenant par le gouvernement. Face à un coup dur, le spectre du déficit pourrait à nouveau hanter le gouvernement.

« Québec ne dispose pas de marge de manoeuvre pour faire face à un dérapage économique », constate Gilles Soucy, économiste en chef au Mouvement Desjardins.

Des prévisions de croissance économique inférieure aux attentes de 1,7 %, prévues par la ministre, risquent donc d’entraîner le budget du Québec à nouveau en déficit. « Il y a des possibilités de retomber dans le rouge », dit le spécialiste. Pour éviter ce scénario, il ne faut pas que la récession s’étire dans le deuxième semestre de l’an pro-

chain. Il faut également que les projets d’immobilisation de trois milliards, notamment dans les réseaux de l’éducation et de la santé, se fassent « rapidement et pleinement sentir », ajoute M. Soucy.

Dans son dernier budget du mois de mars, Québec prévoyait une croissance économique de 2,6 % pour 2002. Après le 11 septembre, ce chiffre a été réduit à 1 %. Avec le budget déposé hier, la ministre s’attend à une croissance supplémentaire de 0,7 %, pour un total de 1,7 %.

« Cette cible est plutôt optimiste », dit M. Soucy, puisque le consensus des économistes s’établit à 1,3 %.

Clément Gignac, économiste en chef de la Financière Banque Nationale, est également prudent avec les prévisions de la ministre. « Le gouvernement fait de son mieux avec les moyens qu’il a, dit-il. J’espère qu’il a raison dans ses estimés. »

M. Gignac pense qu’il est encore trop tôt pour dire qu’un déficit est inévitable. Selon lui, il faut attendre encore trois mois pour voir l’évolution de l’économie. « Chose certaine, le ralentissement a commencé à frapper le gouvernement, constate-t-il. Il devait faire un budget pour se réajuster et pour présenter des mesures préventives. » Il remarque que les recettes prévues pour l’année en cours seront moins grandes de 1,8 milliard de dollars, sur un total de 40 milliards. Par contre, ajoute-t-il, le gouvernement respecte ses projections de dépenses budgétaires pour l’année en cours.

Dans son nouveau budget, le gouvernement a raclé les fonds de tiroirs et utilisé pleinement sa réserve de 670 millions. Si les choses tournent mal, il devra prendre des mesures sévères pour éviter un déficit. « Si cela arrivait, Québec devrait faire des choix difficiles », précise M. Gignac.

Au-delà du budget de Québec, le succès de la relance dépend surtout de la reprise américaine, soulignent les deux économistes.

« Le gouvernement américain va injecter l’équivalent de 150 milliards US en baisses d’impôt et en augmentation de dépenses, dit M. Soucy. Ces mesures devraient avoir un impact positif de 1,75 % sur la croissance économique. »

Pour cette raison, le spécialiste pense que la reprise économique au pays se réalisera au deuxième trimestre de l’an prochain si d’autres attentats terroristes sont évités, si les consommateurs sont au rendez-vous et si la situation géopolitique au Moyen-Orient et en Asie ne se détériore pas. Dans les prochaines semaines, il révisera à la baisse sa prévision de 1,6 % pour le Québec.

Pour sa part, M. Gignac prévoit une croissance de 0,6 % au pays. Il attend le budget d’Ottawa pour revoir ses prévisions.

| TERRORISME |

Le SPCUM manque d’argent

PASCALE BRETON

LA MÉTROPOLE du Québec est plus susceptible qu’une autre ville de subir une attaque terroriste et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal devrait en ce sens obtenir des crédits supplémentaires pour y faire face.

C’est du moins la réaction du président de la Fraternité des policiers de Montréal, Georges Painchaud, à la suite du budget présenté, hier, par Pauline Marois.

Le dépôt du budget avait lieu en même temps qu’un important rassemblement de policiers, si bien que le président n’avait pas pris connaissance du document hier. Il s’est basé sur les grandes lignes des mesures prises en matière de sécurité publique.

M^{me} Marois a notamment fait l’annonce d’une somme de 43 millions, dont huit millions cette année, qui sera dégagée d’ici 2003 pour la lutte au terrorisme.

« Sans rien enlever aux autres corps policiers, Montréal est plus à risque en tant que métropole, c’est un pôle important et accessible, il est plus facile de s’y cacher au milieu d’une foule, croit M. Painchaud. Il faudrait que le corps policier de Montréal reçoive un budget spécifique pour faire face à certains événements, comme c’est le cas de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie royale du Canada. Actuellement, le budget du SPCUM est financé à partir du compte de taxe des citoyens. »

Concernant les événements liés directement au 11 septembre, M. Painchaud est aussi d’avis que l’expertise de Montréal en tant que ville multiethnique peut être mise à contribution. « Nous avons justement suivi une formation hier (mercredi) et le corps de police de Montréal est l’un des plus en avance au Canada pour réagir rapidement », affirme-t-il.

Le président du syndicat est sensible au fait que la ministre veuille mettre sur pied une équipe multidisciplinaire, incluant des policiers, des pompiers, des ambulanciers et des responsables de la sécurité publique, pour faire face à une situation d’urgence. Ce type d’équipe est déjà en place dans la métropole, avec différents corps policiers et différents intervenants en matière de sécurité publique.



PHOTO PC

La ministre d’État aux Finances, Pauline Marois, quitte l’édifice abritant ses bureaux pour se rendre au parlement pour la lecture de son nouveau budget.

Les démunis soulagés et inquiets

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

LES ORGANISMES qui protègent les démunis sont soulagés de la construction prochaine de nouveaux logements sociaux, mais craignent que le reste du budget Marois n’améliore pas leur sort.

« Pour la lutte contre la pauvreté, elle mérite un gros zéro, lance Lucie Poirier, du Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Son bon à la consommation de 100 \$, c’est un crédit d’impôt qui n’arrive qu’une fois, c’est un petit bonbon. »

Quant à l’indexation des presta-

tions d’aide sociale, « elle empêche seulement les pauvres de s’appauvrir encore plus. Depuis 93, ils ont subi une perte de revenus de 20 % », déplore pour sa part Guy Turcot, du Front commun des personnes assistées sociales.

Pour la première fois depuis cinq ans, le budget évite par contre de creuser l’écart entre les pauvres et les riches, remarque-t-on au Collectif pour l’élimination de la pauvreté, qui organisait hier une écoute collective du « budget de crise ». Autre point positif : que Québec débloque 362 millions pour construire et rénover des logements bon marché, ce qui répond

presque entièrement aux attentes du FRAPRU. « Le gouvernement n’avait pas le choix », estime Lucie Poirier, néanmoins déçue que Québec persiste à pénaliser les assistés sociaux qui partagent un logis.

« Il y a beaucoup de béton dans ce budget-là, s’inquiète de son côté Arthur Sandborn, du Comité inter-syndical de Montréal. On construit des infrastructures, on crée une demande sans savoir comment on va tout faire fonctionner ensuite. On va construire de nouveaux Centres de la petite enfance, mais on ne dit rien sur le salaire des nouvelles éducatrices. Je crois que le gouvernement rêve en couleur. »

Le Bloc invite Paul Martin à prendre exemple sur le Québec

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Bloc québécois invite le ministre des Finances, Paul Martin, à adopter des mesures budgétaires semblables à celles annoncées hier, à Québec, lorsqu’il déposera son budget le mois prochain, afin de stimuler l’économie canadienne qui montre de plus en plus de signes d’essoufflement.

Le critique bloquiste en matière de finances, Yvan Loubier, a soutenu que les mesures dévoilées hier par la ministre Pauline Marois permettront de relancer l’économie et la création d’emploi. Du même souffle, il a pressé M. Martin d’imiter M^{me} Marois en utilisant une partie des surplus engrangés jusqu’ici pour donner du tonus à l’économie du pays qui serait déjà en récession, selon plusieurs économistes.

« Si j’avais à proposer un budget à Paul Martin, ce serait un budget de cette nature-là. M^{me} Marois a présenté un budget original qui prouve hors de tout doute que lorsqu’on a la volonté politique de le faire, on est capable d’intervenir pour soutenir l’économie et l’emploi », a déclaré M. Loubier.

Bien que le ministre Martin ait encore minimisé récemment l’ampleur de sa marge de manoeuvre, le Bloc québécois persiste à croire que le grand argentier aura à sa disposition des surplus oscillant autour des 13 milliards de dollars d’ici la fin du présent exercice financier, qui se termine le 31 mars. Le Bloc invite le ministre à utiliser au moins cinq milliards pour stimuler l’économie en finançant notamment des projets d’infrastructures.

Hier, M. Loubier a salué la décision de la ministre Marois d’investir 500 millions de dollars dans le logement social, d’indexer l’aide sociale et de réduire la taxe sur le capital pour les PME. « C’est une bonne nouvelle parce que les PME ont besoin de beaucoup d’oxygène par les temps qui courent. »

Il s’est aussi réjoui de voir le gouvernement Landry maintenir le cap relativement au déficit zéro. « Je suis un partisan de l’équilibre budgétaire. Dans mon cas, c’est un souci qui est constant, d’autant plus que je fais partie de la génération qui a déjà commencé à payer et qui va continuer à payer pour l’endettement passé », a-t-il soumis.

Fidèle à son habitude, le ministre Paul Martin a refusé de commenter les mesures contenues dans le budget déposé par son homologue du Québec. Toutefois, un proche conseiller a tenu à souligner « la bonne collaboration » qui existe entre les deux ministres depuis que M^{me} Marois occupe son poste.

La hausse simultanée des taxes sur la cartouche de cigarettes — celle de 2 \$ annoncée par Ottawa et celle de 2,50 \$ du Québec — avait d’ailleurs été discutée lors de la rencontre des ministres des Finances à Ottawa dimanche.

Quant au logement social, un domaine où le fédéral s’est engagé en août à investir 680 millions de dollars à l’échelle du pays sur quatre ans, un haut fonctionnaire a indiqué que le Québec recevra sa juste part, soit autour de 170 millions.

Les négociations en cours entre Ottawa, Québec et les autres provinces visant à lancer le programme de logement social vont bon train, de sorte qu’une rencontre des ministres responsables du dossier aura lieu à Québec d’ici la fin du mois pour faire le point, a indiqué un haut fonctionnaire qui a requis l’anonymat.

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Escouades volantes contre le bioterrorisme, renforcement de la protection des ministres et des délégations du Québec à l’étranger, intensification du renseignement policier ; les attentats du 11 septembre amènent le gouvernement Landry à investir 43 millions sur deux ans dans un « plan de sécurité des personnes ».

La ministre Pauline Marois a dévoilé hier dans le cadre de la présentation de son budget les grandes lignes de ce plan, qui bénéficiera d’ici la fin de l’année financière, au printemps 2002, d’une

injection de 8 millions. « Des actions concrètes pour maintenir le milieu de vie sécuritaire souhaité par la population du Québec », a dit M^{me} Marois.

Ainsi, trois équipes polyvalentes — policiers, pompiers, ambulanciers etc. — seront créées à Montréal, Hull et Québec afin d’offrir une couverture de protection « minimale mais suffisante » devant les risques de contamination chimique et biologique. Ces équipes, qui pourront se déployer ailleurs au Québec, viendront soulager les services publics souvent débordés par des fausses alertes qui les obligent à évacuer des immeubles. Elles re-

lèveront d’un nouveau « centre de veille intégré » ouvert 24 heures sur 24 et à l’année.

Le ministère de la Sécurité publique évaluera de plus les risques à la sécurité dans les édifices abritant des suites ministérielles et des centres de services regroupant plusieurs ministères et organismes. Les délégations et bureaux du Québec à l’étranger seront aussi examinés dans cette optique. Le ministère pourra aussi compter sur des ressources additionnelles pour les unités de renseignement et d’enquête sur les groupes terroristes potentiels.

Le réseau de la santé sera mieux

équipé pour répondre à un attentat bioterroriste. Le réseau de « médecins sentinelles » actifs 24 heures sur 24 pourra compter sur des laboratoires améliorés et mieux équipés pour le dépistage et l’identification des substances suspectes. Québec les dotera aussi d’une capacité de procéder à la décontamination des blessés infectés par une substance chimique ou biologique. Les ambulanciers recevront des équipements de protection. On achètera plus de médicaments.

Le ministère de l’Agriculture aura pour sa part des ressources additionnelles pour « consolider » le Réseau d’alerte et d’information

zoosanitaire (RAIZO), qui doit détecter et contrôler l’apparition de maladies ou syndromes dangereux. Ces fonds sont destinés à l’achat d’équipements plus sophistiqués et à la mise sur pied de deux laboratoires, dont l’un « répondant à des exigences très élevées en termes de niveau de confinement ».

M^{me} Marois réitère par ailleurs l’intention du Québec de participer à l’érection d’un périmètre de sécurité nord-américain destiné à préserver la fluidité des échanges avec les États-Unis « essentielle pour notre développement économique ». Elle lance donc un appel à Jean Chrétien afin qu’il y souscrive lui aussi.

LE BUDGET MAROIS

Une manoeuvre électorale pour cacher un déficit de 1,8 milliard, soutient Jean Charest

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC— Le budget hâtif de Pauline Marois visait surtout à éviter au gouvernement Landry l’embarras d’un budget déficitaire au printemps au milieu de préparatifs électoraux, accuse le chef libéral Jean Charest.

Selon M. Charest, la ministre des Finances cache, grâce à ce qu’il appelle des « manipulations comptables » et du « maquillage », un déficit de près de 1,8 milliard pour l’année 2001-2002 et des ponctions supplémentaires de 600 millions auprès des contribuables en janvier prochain. Il qualifie en outre de « très grande imprudence » le fait que le budget ne compte aucune réserve pour coups durs au moment où on s’engage dans une récession.

« Ça ressemble davantage à une manoeuvre électorale pour éviter de présenter un budget au mois de

mars prochain, dit-il. Le gouvernement doit s’engager clairement et dès aujourd’hui à déposer un véritable budget le printemps prochain, sinon il faudra conclure qu’il prend avantage de l’insécurité des Québécois pour adapter le cycle budgétaire à son propre calendrier électoral. C’est un cynisme dont il a fait preuve depuis trop longtemps. »

M. Charest accuse la ministre d’avoir « pelleté en avant » 490 millions de déficit à la CSST et à la Société de l’assurance automobile et d’avoir ignoré les 300 millions de déficit des hôpitaux. Il lui reproche également de taire les ponctions attendues en janvier prochain : hausses de la prime d’assurance-médicaments, des loyers des centres de soins de longue durée, des cotisations de la Régie des rentes, qui s’ajoutent à l’augmentation des taxes sur le tabac.

De plus, sans synthèse récente des opérations financières, dit-il, on ignore encore l’état réel des finances publiques du Québec, au moment où la dette s’établit à 104,9

milliards, soit 2,1 milliards de plus que l’an dernier. « Le Québec est déjà la province la plus endettée et on s’enlise davantage. »

Jean Charest ne trouve guère à se réjouir non plus des annonces en santé et en éducation, des secteurs qu’il juge « à toutes fins pratiques abandonnés ». « La réserve de 950 millions n’est pas utilisée pour ce qui était prévu. Les mesures d’immobilisation de 2,5 milliards viennent gonfler la dette du Québec et n’apparaissent pas au déficit budgétaire. Le gouvernement, de toute évidence, n’a aucune marge. Il n’en a pas jusqu’en mars 2003 pour investir dans les services à la population en santé et en éducation. »

Budget « peu inspiré »

Le chef de l’Action démocratique, Mario Dumont, ne voit rien de bon non plus dans ce deuxième budget Marois qu’il estime « assez maigre et peu inspiré » et dépourvu de mesures structurantes pour corriger les problèmes économiques du Québec.

« La question qui se pose à la



Jean Charest

lecture du budget c’est : est-ce que c’était nécessaire à ce moment-ci de déposer un budget ? dit-il. Ce n’est pas un budget pour le monde ou la relance de l’économie, c’est un budget dont le seul objet est d’es-

sayer de se donner une trajectoire pour fermer les livres cette année. C’est assez clair que les livres n’auraient pas balancé. »

L’ADQ déplore notamment que les investissements en santé et en éducation soient dans le « béton » plutôt que dans les ressources humaines, de sorte que les patients des urgences attendront dans de « belles salles », mais attendront toujours. Les adéquistes raillent également la « mesure-spectacle » du 100 \$ des Fêtes. « On était jaloux des petits chèques que M. Chrétien avait envoyés pour le chauffage l’année passée. »

« On a vécu sept ou huit ans de prospérité soutenue, poursuit le chef adéquiste. On aurait dû espérer dégager une marge de manoeuvre pendant cette période, avec un chômage véritablement moins élevé. C’est épouvantable de voir que dans l’espace de sept petites semaines, depuis le 11 septembre, on s’aperçoit que le gouvernement avait tellement peu de coussin que toute sa marge de manoeuvre a disparu. »

Bon accueil des syndicats

PAUL ROY

QUÉBEC — À quelques exceptions près, le budget Marois a été assez bien accueilli par les organisations syndicales.

Les trois principales centrales, la FTQ, la CSN et la CSQ, de même que le Syndicat de la fonction publique du Québec applaudissent — dans certains cas en se croisant les doigts — aux mesures visant le maintien des services publics et la croissance des dépenses en santé et en éducation. De bonnes notes vont aussi à l’absence de compressions, à l’augmentation du remboursement de la TQS pour les plus démunis et à l’indexation de l’aide sociale et des tables d’impôt.

« Le budget présenté aujourd’hui est convenable », a commenté le président de la FTQ Henri Massé. « Il s’agit là d’un effort appréciable pour soutenir l’économie et l’emploi en cette période de ralentissement, grâce en particulier à l’action du secteur public par des dépenses directes et des travaux d’infrastructures. Le gouvernement fait preuve de leadership dans les circonstances et envoie un bon signal car l’économie est d’abord une question de confiance. »

Le président de la CSN, Marc Laviolette, signale pour sa part que plusieurs des mesures annoncées par la ministre des Finances faisaient partie des demandes de sa centrale lors de la consultation pré-budgétaire. Il salue, outre le maintien des services publics et autres politiques sociales déjà mentionnées, l’accélération du développement des places en garderie et les investissements dans l’économie sociale.

Il signale par contre que pour que ces mesures produisent l’effet escompté, il va falloir faire vite. Ce qui n’est pas sans l’inquiéter. « Entre autres, dans le domaine de la santé, pour obtenir une autorisation d’immobilisation, avant que le premier clou soit planté, il y a 21 étapes d’autorisation... Il faudra donc avoir une mesure de *fast track*. »

Les trois centrales émettent cependant des réserves importantes concernant la réduction de 50 % d’ici 2007 de la taxe sur le capital, dont elles disent qu’elle va priver le gouvernement de revenus importants. « C’est une réponse politique à la campagne idéologique patronale », dénonce M. Laviolette.

Le président de la CSN déplore en outre l’absence de mesure pour aider l’industrie touristique, secouée depuis le 11 septembre.

Henri Massé, de la FTQ, déplore de son côté que le gouvernement « n’ait pas respecté son engagement de consacrer une réserve de 670 millions pour la santé et l’éducation, qui en ont pourtant bien besoin ». « C’est là une grande déception pour nous. »

À la CSD, quatrième centrale, l’humeur est plus noire. Selon le président, François Vaudreuil, le budget Marois contient « de bonnes mesures... pour les entreprises, mais une pensée magique pour le maintien des emplois ».

« Si la ministre prévoit des mesures qui bénéficieront aux entreprises, elle a oublié d’inclure des dispositions qui les auraient obligées à maintenir des emplois. Or, rien dans le budget n’empêche les entreprises de décider d’empocher des profits supplémentaires et de licencier une partie de leur personnel. »

Selon M. Vaudreuil, la ministre aurait également dû annoncer « une hausse substantielle du salaire minimum » et offrir « plus que la simple indexation au coût de la vie des prestations d’aide sociale ».

La CSD ne s’oppose pas à une réduction progressive de la taxe sur le capital pour les PME, cette mesure pouvant les aider à créer ou maintenir des emplois, mais elle se questionne quant à l’application de cette mesure aux institutions financières.

« Aux dernières nouvelles, elles ne sont pas en mal de profits. Il est scandaleux que les contribuables fassent les frais de cette mesure alors qu’ils paient des taux d’intérêt d’au moins 18 % sur leurs cartes de crédit. »



Photo PC

Panneau-réclame de circonstance

André Bouchard, grimpé dans une échelle, et Yvon Bouffard, deux employés d’Astral Media à Montréal, mettent la dernière main au panneau-réclame censé requinquer la confiance des Québécois en leur avenir. Le message était lancé dans l’ensemble du Québec, hier, jour du discours sur le budget de la ministre Pauline Marois.

Des patrons applaudissent à la réduction de taxe, d’autres pas

PAUL ROY

QUÉBEC — Chez les patrons, la mesure vedette du budget Marois est sans conteste la mise en place d’un calendrier 2003-2007 de réduction de 50 % de la taxe sur le capital. Mais si certains l’accueillent avec une quasi-euphorie, d’autres font preuve de beaucoup plus de réserves.

« Voilà enfin une mesure fiscale qui s’adresse à toutes les entreprises du Québec », signale Paul-Arthur Huot, PDG des Manufacturiers et exportateurs du Québec. « Le gouvernement reconnaît ainsi cette taxe comme un frein majeur à l’investissement. »

« Les entreprises qui investissent dans la machinerie de pointe viennent de se faire dire : allez, investissez, dépassez-vous et faites mar-

cher vos affaires, exportez votre savoir-faire, on vous soutient », commente Richard Fahey, vice-président pour le Québec de la Fédération canadienne de l’entreprise indépendante.

Celui-ci déplore toutefois que la réduction annoncée ne contribue que trop peu à réduire l’écart de compétitivité entre le Québec et l’Ontario pour les plus grandes entreprises.

Pour le président de la Chambre de commerce du Québec, Michel Audet, toutefois, c’est trop peu, trop tard. « La première tranche de la réduction de cette taxe n’entrera en vigueur qu’en janvier 2003, pour ne rejoindre le niveau actuel de l’Ontario qu’en 2007. »

Comme plusieurs autres représentants patronaux, M. Audet félicite Mme Marois d’avoir maintenu

l’objectif du déficit zéro. « Il faudra cependant revoir le niveau des dépenses si les prévisions optimistes de croissance économique de 1,7 % en 2002 ne se réalisaient pas et qu’un déficit pointait à l’horizon. »

Les Manufacturiers et exportateurs préviennent de leur côté qu’il faudra « énormément de rigueur administrative pour contenir les dépenses publiques au niveau prévu de 2,8 % pour l’année en cours ». « Il n’y a plus de coussin pour parer à un éventuel déficit si jamais le niveau de croissance économique n’est pas au rendez-vous », explique Paul-Arthur Huot.

En ces périodes troubles, il se trouve peu de monde pour évoquer le remboursement de la dette du Québec. Richard Fahey, de la Fédération canadienne de l’entreprise indépendante, s’y risque, lui. « La dette du Québec, il faudra bien y

revenir un jour et mettre les bouchées doubles lorsque les finances publiques seront plus solides. »

À la chambre de commerce de Montréal, on se montre beaucoup plus critique face au budget Marois. Pour le vice-président exécutif de la CCM, Benoît Labonté, les mesures annoncées « ne répondent pas à l’urgence d’agir pour Montréal ».

« La nature de la base industrielle de Montréal rendait essentielle l’annonce d’un ensemble de mesures immédiates consacrées spécifiquement à la relance économique de la région de Montréal qui, plus que toute autre région du Québec, regroupe des secteurs, tels les technologies de pointe, le tourisme d’affaires et d’agrément et l’aéronautique, qui vivent lourdement l’impact des récents événements. »

Pour M. Labonté, la ministre « n’a pas reconnu le rôle moteur de la région métropolitaine dans l’économie du Québec ».

Autres laissés pour compte : les assureurs de dommages et leurs assurés, au dire du BAC (Bureau d’assurance du Canada). « Nous aurions souhaité que la ministre élimine les taxes sur les produits d’assurance », a dit Louis H. Guay, vice-président adjoint du BAC. « Cette taxe pénalise le citoyen responsable qui s’assure et se voit imposer sur son patrimoine qu’il prend la peine de protéger. »

M. Guay explique qu’au Québec, « les primes d’assurance cachent déjà une taxe de 3 %, à laquelle il faut ajouter une seconde taxe de 5 % pour la prime d’assurance automobile. Ce taux passe à 9 % lors de l’achat d’une assurance-habitation ».

| SOLANGE CHAPUT-ROLLAND 1919-2001 |

« Le Québec est ma patrie et le Canada mon pays »

GÉRALD LeBLANC

Solange Chaput-Rolland est morte des suites d'une maladie cardiaque, hier, à Sainte-Marguerite, dans les Laurentides. Elle était âgée de 82 ans.

Journaliste, écrivaine, animatrice de radio et de télé, membre d'une commission royale sur l'unité canadienne, députée et sénatrice, elle fut de tous les débats nationaux, faisant partie du décor politique québécois et canadien de la seconde moitié du XX^e siècle.

« Le Québec est ma patrie et le Canada mon pays », disait-elle pour décrire ses convictions nationales, également opposées à celles de Pierre Trudeau et de Jacques Parizeau.

« Au Canada, elle défendait le Québec avec la même vigueur qu'elle défendait le Canada au Québec », nous disait hier Michèle Bazin, amie de longue date et compagne de route, en politique autant que dans l'écriture du téléroman *Monsieur le ministre*.

« Je garde le souvenir de l'excellente communicatrice d'une grande passion pour le Québec, ce qui n'excluait pas la dimension canadienne, mais toujours dans l'intérêt du Québec. Lors du référendum de 1980, c'était la conférencière la plus demandée dans le camp du NON », se souvient le sénateur Jean-Claude Rivest.

Sans jamais militer dans les groupes féministes, elle fut une pionnière de la présence et de l'affirmation des femmes, tout d'abord en conservant son nom de fille, Chaput, après son mariage à André Rolland, riche industriel de la fabrication de papier.

Sa participation en 1977 à la commission sur l'unité canadienne, dite Pépin-Robarts, créée en réaction à l'élection au Québec d'un gouvernement souverainiste en 1976, marqua un tournant dans sa carrière, la faisant passer du rôle d'observatrice à celui d'actrice.

C'est alors qu'on la vit pleurer devant l'hostilité rencontrée au Canada anglais et



Photothèque La Presse

Solange Chaput-Rolland avait reçu les chaudes félicitations du chef du Parti libéral du Québec de l'époque, Claude Ryan, après avoir été élue dans la circonscription de Prévost, dans les Laurentides, lors des élections provinciales de 1979, défaisant le candidat péquiste Pierre Harvey.

supplier les anglophones de comprendre le « mal subi dans leur chair et dans leur âme par les Canadiens Français », selon ses propres mots.

Ces surplus d'émotion lui collèrent à la

peau et les journalistes se plaisaient à la surnommer « Solange Tapis-Volant », en raison de la consonance voisine de son nom, mais aussi de sa propension aux envolées patriotiques.

Déçue de voir Pierre Trudeau écartier le rapport de la commission Pépin-Robarts, qui prônait une démarche asymétrique pour reconnaître le caractère particulier du Québec, elle fut de nouveau désillusionnée par le rejet de l'accord du lac Meech et de la description du Québec comme une « société distincte » au sein de la fédération canadienne.

Déçue et désillusionnée peut-être, mais jamais totalement démoralisée, l'éternelle optimiste à qui Julie Miville-Deschênes demandait en 1994, dans une entrevue diffusée par la SRC au moment où elle quittait le Sénat, ce qu'il restait après l'échec de Meech, qualifiée de dernière chance pour le Canada.

« Il reste le pays, plus fort que les politiques et les politiciens », avait-elle alors répondu.

Elle n'a jamais non plus perdu son large sourire espiègle et sa propension à toujours voir le bon côté des choses. « À l'âge de 75 ans, notre miroir nous dit que l'âge de la passion est passé et qu'il faut maintenant compter sur la compassion de ses amis », disait-elle à Denise Bombardier, lors d'une entrevue diffusée à l'émission *Raison-Passion* de la SRC.

À peu près à la même époque, lors d'une entrevue réalisée pour un article sur les femmes en politique, je lui demandais pourquoi elle avait préféré le titre de sénateur à celui de sénatrice. « J'ai hésité, puis je me suis rangée du côté des Français qui ne féminisent pas les titres », avait-elle alors répondu, avant d'ajouter, en me priant de ne pas publier cette partie de réponse : « Comment allez-vous nommer le huissier de la Verge noire (le greffier du Sénat) si jamais une femme occupe ce poste ? »

Comme toujours, la brave Solange envoyait deux messages : il ne faut pas dire des choses inconvenantes à une bourgeoise de mon rang, mais sachez que je suis capable de grivoiseries.

Tout comme elle tenait souvent le discours nationaliste et social-démocrate du souverainiste Parti québécois tout en faisant partie du fédéraliste Parti libéral.

Vente de Duvets

9 Modèles à partir de Simple Double Queen King

Rabais sur couettes en duvet, housses de couette, draps, rénovation de duvet, nettoyage de duvet, oreillers en duvet, tutos.

Le Consommateur Averti Montréal

Économisez jusqu'à 99% Prix imbattables

ungava duvet

10 av. des Pins, ouest, mar - ven 11 - 18, sam 11 - 17, 287-9276, dim, lun fermé

NUPHILEX

Le Salon du timbre et de la monnaie de Montréal

Vendredi 2 novembre 12 h à 20 h
Samedi 3 novembre 10 h à 18 h
Dimanche 4 novembre 10 h à 16 h

ENCANS Timbres
Ven. 2 nov. 19 h
Monnaies Sam. 3 nov. 13 h

ACHAT - VENTE - ÉVALUATION
Palais des congrès de Montréal

201, av. Viger Ouest Entrée gratuite Métro Place d'Armes Rens. : (450) 969-5969

loto-québec		résultats	
lotto	Tirage du 2001-10-31	GAGNANTS	LOTS
6/49	12 15 29 30 45 47	6/6 0 5/6+ 2 5/6 187 4/6 10 650 3/6 208 790	2 000 000,00 \$ 282 093,40 \$ 2 413,60 \$ 81,20 \$ 10,00 \$
	Numéro complémentaire: 08	Ventes totales: 12 998 103 \$ Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$	
Quebec	Tirage du 2001-10-31	GAGNANTS	LOTS
4/9	10 20 25 26 34 46	6/6 0 5/6+ 0 5/6 18 4/6 913 3/6 17 427	1 000 000,00 \$ 50 000,00 \$ 500,00 \$ 50,00 \$ 5,00 \$
	Numéro complémentaire: 37	Ventes totales: 559 089,50 \$	
Pancho	Tirage du 2001-11-01	GAGNANTS	LOTS
03 13 15 16 19 22 23 24 29 36 41 42 47 48 49 50 54 63 67 70			
Extra	Tirage du 2001-11-01	Extra	Tirage du 2001-10-31
3 727 4 1806	NUMÉRO: 376244	NUMÉRO: 540838	
Le jeu doit rester un jeu			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC			

LIQUIDATION URGENTE

PAR **ENCAN PUBLIC**

L'encan aura lieu le DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001
INSPECTION : 13 H
ENCAN : 14 H

SUPERBES BIJOUX
Grande collection de superbes bijoux : colliers, bagues à diamants, bracelets, montres pour hommes et dames Rolex, Cartier, Piaget.

TAPIS PERSANS RARES
Immense collection de tapis de grandes dimensions, Tabriz 16 x 13 pi, Kashmiri 12 x 18 pi, Kerman 11 x 16 pi, Mashad 12 x 15 pi, tapis de passage jusqu'à 30 pi ! Grand choix de teintes, motifs et modèles, Qum, Kashan, Heriz, Bakhtiari, Kasak, Toyal Kerman, Bokhara, Sarough et autres.

SCULPTURES DE BRONZE
très grand choix.

ENDROIT
Hôtel Four Point Dorval
6600, chemin Côte-de-Liesse
Tél. : (514) 735-5150

PEINTURES
Peintures à l'huile sur toile, originales, encadrement

Conditions de paiement : commission d'achat de 10 %, argent comptant, Visa, MasterCard ou American Express.

Obtenez 600\$ en coupons RABAIS* Dumoulin

Des rabais pouvant aller jusqu'à 100\$ et applicables sur presque tout en magasin!

Micor

Moniteur, enceintes, clavier et souris INCLUS!

INTERNET
Intel Celeron de 1 GHz
• Mémoire : 128 Mo • Disque : 30 Go • CD-Rom 52x Sony
• Fax/modem 56K V90 • Carte son 128 voix intégrée
• Carte vidéo 8 Mo intégrée • Moniteur LG 15"

VERSATILE
AMD Athlon de 1.4 GHz
• Mémoire : 256 Mo • Disque : 40 Go • CD-Rom 52x Sony
• Fax/modem 56K V90 • Graveur 16x/10x/40x
• Carte de son "Soundblaster" 128 voix intégrée
• Carte vidéo TNT2 32 Mo - 3D • Moniteur LG 17"

XTREME
Intel Pentium4 de 1.5 GHz
• Mémoire : 512 Mo • Disque : 60 Go • Graveur 16x/10x/40x
• Lecteur DVD 16x • Fax/modem 56K V90
• Carte de son "Soundblaster" 128 voix intégrée
• Carte réseau 10/100 • Carte vidéo 64 Mo Geforce 3D
• Moniteur LG 17"

Processeur Intel Celeron de 1,1 GHz
• Mémoire de 128 Mo • Disque : 40 Go
• Graveur 8x/4x/32x
• Fax/modem 56K
• Moniteur HP 15" inclus

Achetez maintenant et payez seulement à partir de février 2002** ou 1198\$

Achetez maintenant et payez seulement à partir de février 2002** ou 1698\$

Achetez maintenant et payez seulement à partir de février 2002** ou 1998\$

Achetez maintenant et payez seulement à partir de février 2002** ou 1298\$

*Après remise postale de 50\$ US

*600\$ en coupons rabais Dumoulin : à l'achat de l'un de ces ensembles informatiques. Applicables sur futurs achats en électronique et informatique, en magasin. Détails en magasin.
**Financement 36 mois basé sur un taux d'intérêt de 13,5% composé mensuellement. Sur approbation du crédit. Taxes en sus. Détails en magasin. Les illustrations peuvent différer. Offre pour un temps limité.

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

MONTRÉAL : 8251, rue St-Hubert • CENTRE-VILLE : 2050, boul. St-Laurent • WEST ISLAND : 2355, rte Transcanadienne • LASALLE : 7197, boul. Newman
LAVAL : 1599, autoroute Laval O. • PROMENADES ST-BRUNO • BROSSARD : 5705, boul. Taschereau • LONGUEUIL : 2203, ch. Chambly • ST-LÉONARD : 6870, Jean-Talon E.

Plus de 55 succursales à travers le Québec! Composez le 1-877-Dumoulin pour connaître la plus près de chez vous.

Ingenieurs Sans Frontières Québec
Coopération internationale

ISF

Travailler Pour Le Monde

6830 Ave du Parc Bureau 582, Montréal H3N 1W7
Téléphone: (514) 948-8383, Télécopieur: (514) 728-8691
Internet: www.isfq.qc.ca, e-mail: isf@isfq.qc.ca

Sun microsystems

à la puissance n

Symposium sur les solutions Sun ONE

Environnement de réseaux ouverts de Sun^{MC}

Sun ONE offre une architecture ouverte complète, un guide et un portefeuille de produits, ce qui lui permet de remplir sa vision de sept ans et son plan opérationnel visant à simplifier la façon dont les services Web ouverts sont créés, rassemblés et déployés sur l'ensemble d'Internet et même au-delà.

Le jeudi 8 novembre 2001
Centre Mont-Royal, 2200, rue Mansfield, Montréal

Conférenciers principaux :
RICK BROADHEAD, Spécialiste renommé en affaires électroniques et en TI
« Stratégies de service à la clientèle en ligne »
JOHN BOBOWICZ, Stratège technique en chef Sun ONE, Sun Microsystems inc.
« Sun ONE pour les cadres de direction »

Ne manquez pas cette rencontre.

ORACLE[®] iPlanet[™] e-commerce solutions s-scape
AMDAHL a Fujitsu company CGI Burntsand Business to the power of @

© 2001 Sun Microsystems, Inc. Tous droits réservés. Sun, Sun Microsystems, le logo Sun Microsystems, à la puissance n, iForce, Solaris, Java et Jini sont des marques de commerce ou des marques déposées de Sun Microsystems, Inc. aux États-Unis et ailleurs. Tous les autres noms ou logos d'autres compagnies utilisés sont des marques de commerce ou des marques déposées de leur détenteur respectif.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui à ce séminaire GRATUIT !
1-800-259-4115 • www.sun.ca/fr/events/sunone

LONDRES

Suite de la page A1

Potter ! Quant aux cinémas londoniens, qui accumuleront bientôt des tas de Gallions et de Mornilles (pièces d'or et d'argent en vigueur chez les sorciers) grâce au film, ils font déjà face à un problème d'affluence : le London Cinema and Movie Guide indique que quelque 500 000 billets ont été réservés pour les premières représentations du long métrage. Des réservations faites en bloc par des entreprises. D'où certaines inquiétudes devant la possibilité que les familles et les particuliers ne puissent voir Harry Potter en chair, en os et en magie avant des mois. Les chaînes de cinéma ont toutefois affirmé que ce ne serait pas le cas. Elles y verront en multipliant les écrans et les représentations : chez UCI, on parle d'un million de places par semaine en Grande-Bretagne — puisqu'une représentation commencera à chaque heure — et Odeon prévoit quatre projections par jour.

Seulement (!) quatre parce que le réalisateur Chris Columbus a jugé que des enfants capables de lire des briques de centaines de pages étaient également capables de rester devant un écran de cinéma pendant plus d'une heure et demie. Et même, pendant plus de deux heures. *Harry Potter and the Philosopher's Stone* dure donc 152 minutes... bien comptées lors d'un visionnement de presse dont il est interdit de dire un mot sans briser la parole non seulement donnée mais signée. Car les journalistes, venus de partout pour l'occasion, qui ont vu le film hier — après avoir présenté leur laissez-passer avec photo à l'entrée de la salle de visionnement de la Warner et montré patte blanche aux préposés à la fouille des sacs — se sont engagés à ne pas faire la critique du film, « ni sous leur nom ni en utilisant un pseudonyme », avant le 16 novembre.

Sinon ils seront changés en Chocogrenouilles et croqués par les grands bonzes de la Warner ? Mystère...

D'ici là, il est déjà possible au commun des mortels d'écouter la trame sonore du film, en vente depuis le 30 octobre. Elle est signée John Williams — celui de *Schindler's List*, la trilogie *Indiana Jones*, *Close Encounters of the Third Kind*, *Jaws*, *Star Wars Episode I: The Phantom Menace*, etc. Cela pour dire que c'est très signé et très... présent.

Quant à ceux qui sont hors du commun des mortels, eh bien ! ceux-là sont invités à la première mondiale du film qui se tiendra dimanche à Londres, au Odeon Leicester Square. Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises pour l'occasion par les forces policières de la ville. Il faut dire que parmi ceux qui ont actuellement accepté l'invitation, on retrouve — outre l'équipe de film et la très discrète J.K. Rowling — les Madonna, Mick Jagger, Cate Blanchett, Jude Law, Kenneth Branagh, Rupert Everett, Ralph Fiennes, Rod Stewart, Kate Winslet, Michael Caine, Emma Thompson, Ewan McGregor, Hugh Grant, Helena Bonham-Carter et bien d'autres non-*nobody*...

De quoi faire parler — et écrire — un bon moment avant d'en venir au coeur du sujet. Parce que, oui, il y a bel et bien un film derrière tout cela. On l'avait (presque) oublié.

Ce reportage a été réalisé à l'invitation de Warner Brothers.

N
O
E
S

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes : admission continue
à temps partiel et semi-intensifs
matin, après-midi, soir, samedi
COURS INTENSIFS
de jour, 25 h/semaine
145 \$ à 165 \$/semaine*
1 à 7 fois/semaine • 220 \$ / 30 h**
aussi disp. : 30 h/semaine
* Matinée, midi ou soir, selon vos besoins. Dédié à la conversation. 16 \$
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MtL
(514) 278-5309 www.converlang.com

LOI ANTITERRORISTE

Les policiers sont las des voeux pieux

GILLES TOUPIN

OTTAWA — La loi antiterroriste que s'apprête à adopter le Parlement sera parfaitement inutile, affirment les corps de police de tout le pays, si elle n'est pas assortie des moyens financiers nécessaires à sa mise en application.

Exhortant le gouvernement à ne pas céder à ceux qui demandent que le projet de loi C-36 soit limité dans le temps, dénonçant la politique actuelle du débat, demandant des mesures additionnelles de sécurité aux frontières, le président de l'Association canadienne des policiers et policières (ACP), Grant Obst, a ainsi fait valoir hier devant le comité permanent de la justice de la Chambre des communes que la future loi parrainée par la ministre de la Justice, Anne McLellan, ne pourra être mise à exécution par la police si des ressources supplémentaires n'y sont pas greffées.

« Quoique le projet de loi C-36 propose une approche législative pondérée et équilibrée du terrorisme et prévoit de nouveaux outils indispensables aux responsables de l'application des lois, a déclaré M. Obst, sans une affectation judicieuse des ressources, du

soutien et de la formation qui s'imposent, il sera vide de sens. »

L'ACP reproche au gouvernement le peu de considération qu'il a apporté depuis le 11 septembre à la question des effectifs des corps policiers dans l'ensemble du pays. M. Obst a souligné hier que sur les 250 millions de dollars annoncés pour renforcer la sécurité au Canada à la suite des attentats du 11 septembre, seulement 9 millions ont été affectés à l'embauche de nouveaux policiers, soit une somme qui équivaut approximativement à 72 agents de police à temps plein. Mike Niebudek, le vice-président de l'ACP, a rappelé que la GRC venait de muter 2000 de ses agents pour qu'ils se consacrent uniquement à la lutte antiterroriste, ce qui signifiait que les grandes priorités de la GRC de lutte contre le crime organisé ont tout simplement été délaissées.

« Les policiers sont las des voeux pieux » des politiciens, a lancé M. Niebudek, qui a rappelé que depuis 10 ans les corps de police implorent en vain le gouvernement de leur donner les moyens de faire leur travail. L'ACP a notamment insisté hier sur la « vulnérabilité » du Canada à ses frontières. « Les agences de l'immigration et des douanes, a dit M. Niebudek, manquent aussi des ressources et de la technologie voulues pour pouvoir inspecter l'énorme quantité de biens et de personnes qui entrent

au pays ou qui en sortent chaque jour. » L'Association demande au gouvernement de créer un service de protection des frontières qui soit distinct du ministère du Revenu.

L'ACP a aussi tenu hier à contrer l'impression que la loi antiterroriste allait donner aux policiers de nouveaux outils législatifs pour qu'ils puissent accomplir leur tâche plus facilement. « Ce n'est pas vrai ! » a martelé Grant Obst.

Pas de durée limitée

Enfin, les policiers s'opposent à l'imposition d'une durée de validation du projet de loi ou de quelques-unes de ses dispositions. « Suggérer que la loi deviendrait caduque dans trois ou cinq ans, a dit M. Obst, empêcherait l'ouverture de nouvelles enquêtes vers la fin de cette période, encouragerait les tactiques dilatoires des avocats de la défense et rendrait la loi inopérante. »

« Si on me disait qu'il y aura une durée limitée du terrorisme, a ajouté M. Obst, je pourrais alors accepter une limitation dans le temps du projet de loi. »

Anne McLellan, la ministre de la Justice, a réitéré hier qu'il n'était pas question pour le gouvernement d'accepter l'idée de limiter l'application de la loi dans le temps.

Des ministres et des députés du groupe parlementaire libéral se sont élevés ces derniers jours contre les dangers que représentait le

Plaidoyer pour un périmètre de sécurité nord-américain

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — La pression s'accroît sur le gouvernement Chrétien pour qu'il négocie la création d'un périmètre de sécurité avec les États-Unis de façon à garantir la libre circulation des biens et des personnes entre les deux pays.

Un regroupement influent des gens d'affaires a d'abord lancé hier un sérieux avertissement au gouvernement fédéral, estimant que les obstacles qui empêchent la libre circulation entre le Canada et les États-Unis, notamment depuis le 11 septembre, auront des conséquences désastreuses sur l'économie canadienne.

Le chef du Parti conservateur, Joe Clark, a ensuite exhorté le premier ministre Jean Chrétien à créer un super ministère de la Protection publique et de la gestion de la frontière qui serait responsable des douanes, de l'immigration et des agences de renseignements.

M. Clark et la coalition qu'il di-

rige au Parlement ont aussi recommandé de créer une agence binationale de gestion des frontières avec les États-Unis et, éventuellement, le Mexique, dans le but d'établir un périmètre de sécurité nord-américain.

Enfin, l'ambassadeur américain en poste à Ottawa, Paul Cellucci, a mis son grain de sel dans le débat qui s'engage au pays en déclarant que le Canada et les États-Unis doivent parvenir à un accord établissant un tel périmètre d'ici un an ou deux ans au plus tard. « Tout le monde doit comprendre qu'il s'agit d'une question urgente. Nous ne devons pas prendre plusieurs années avant d'y arriver. Nous devons avoir en tête un échéancier de quelques mois dans certains secteurs et d'un an ou deux dans d'autres domaines », a déclaré l'ambassadeur dans une entrevue publiée hier dans le *National Post*.

Jean Chrétien n'est pas très chaud à l'idée de créer un tel périmètre, craignant comme la peste

d'offusquer les nationalistes au sein même de son parti. Récemment, M. Chrétien a tout de même convenu qu'il serait opportun de discuter de cette question dans le cadre d'un sommet réunissant le Canada, les États-Unis et le Mexique, soit les membres de l'ALENA.

Au pays, les gens d'affaires ont mis sur pied la Coalition pour des frontières sécuritaires et efficaces réclament davantage de mesures afin de rassurer les Américains quant à leur sécurité intérieure. Selon la Coalition, qui regroupe quelque 40 associations influentes de gens d'affaires, les entreprises étrangères hésiteront à s'installer au Canada si elles n'ont pas un libre accès au marché américain, où aboutissent 85 % des exportations canadiennes. D'autres entreprises établies au Canada pourraient déménager leurs pénates aux États-Unis si elles n'arrivent pas à livrer leurs marchandises dans des délais raisonnables, toujours selon la Coalition.

LE TREN EN ET UN[®]

Le caban en molleton

159.⁹⁵

Chaud molleton de laine pour manteau de ville court, double boutonnage, poches à rabat et poche repose-bras. Une exclusivité du 31. Marine, noir, gris. 38 à 46. Rég 195.00 Col roulé 59.95, pantalon 49.95, tuque 7.99

la maison

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Ce soir à TQS

Le Grand Journal

Jean-Luc Mongrain reçoit le candidat à la mairie de Montréal, Pierre Bourque 17 h

Flash

avec Patricia Paquin et Alain Dumas
Rencontre avec Patrick Bruel à Paris 18 h 30

Cinéma 20 h

Requins

Ils sèment la terreur dans un petit village de pêcheurs d'Afrique du Sud...

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

2 novembre 2001

Page A10 manquante

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

2 novembre 2001

Page A11 manquante

Le bulletin de l'Institut Fraser fait encore des vagues

MARC THIBODEAU

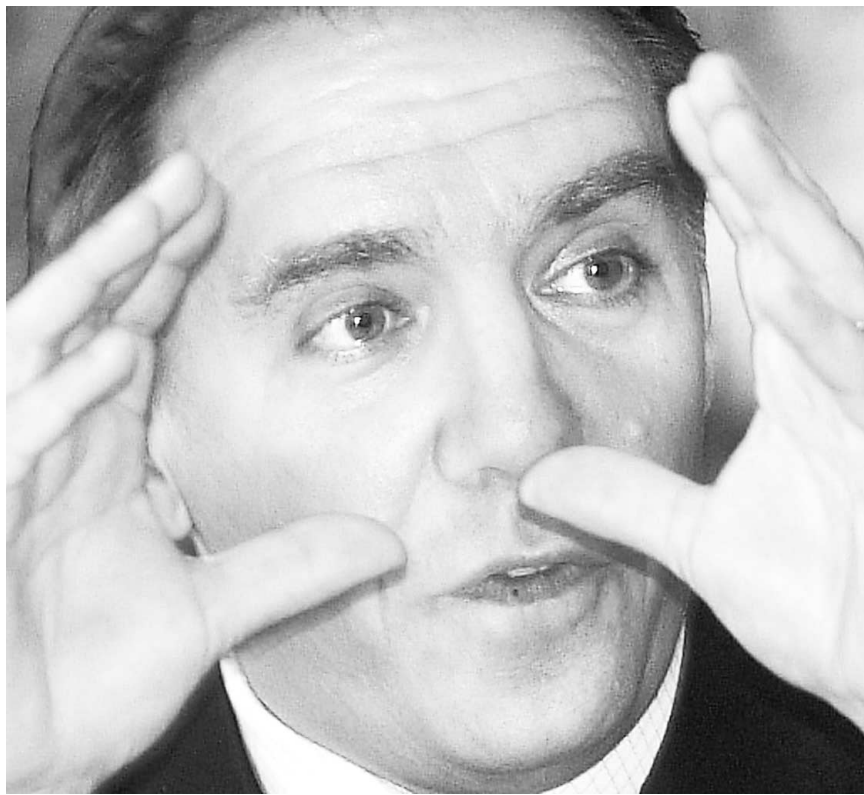
Le bulletin des écoles secondaires de l'Institut Fraser, dont la deuxième édition doit être rendue publique ce matin en conférence de presse à Montréal, promet encore une fois de susciter d'importants remous dans le milieu de l'éducation.

La Fédération des commissions scolaires du Québec et l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires, qui avaient vigoureusement dénoncé ce palmarès non officiel l'an dernier, ont réservé une salle dans l'hôtel même où les résultats seront dévoilés pour faire entendre leurs doléances.

Le ministre de l'Éducation, François Legault, doit aussi commenter le bulletin en après-midi lors d'une conférence de presse portant sur les suites du budget provincial dévoilé hier.

M. Legault a accusé à plusieurs reprises l'Institut Fraser de vouloir encourager la « privatisation » du système d'éducation en produisant un bulletin qui fait, selon lui, la part belle aux écoles privées sans permettre aux parents d'avoir une bonne compréhension des facteurs expliquant les différences notables en matière de réussite scolaire entre les réseaux public et privé.

Le bulletin, dont la diffusion est assurée au Québec par l'Institut économique de Montréal (IEM), repose essentiellement sur une ana-



Le ministre de l'Éducation, François Legault

lyse de données quantitatives publiques, incluant les résultats des écoles aux épreuves uniques de 4^e et de 5^e secondaire.

Chaque établissement reçoit une cote sur 10 qui est utilisée pour identifier son rang à l'échelle de la province. L'impact sur la cote du profil socio-économique des élèves est précisé, mais il n'est pas considéré pour identifier leur rang.

Jean-Guy Blais, professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, a joint sa voix aux détracteurs du bulletin hier.

L'exercice de l'Institut Fraser n'a aucune valeur scientifique, insiste M. Blais, puisqu'il vise à évaluer la performance des établissements à partir de données quantitatives qui ne sont pas destinées à cette fin. « La réalité est pas mal plus complexe que ce que ce palmarès suggère », note le chercheur, qui accuse à son tour le « think-tank » de la Colombie-Britannique de vouloir encourager la privatisation du système d'éducation.

Le professeur Richard Marceau, qui a élaboré la méthodologie du bulletin en collaboration avec

l'Institut Fraser, affirme que l'objectif n'est pas de privatiser le système d'éducation, mais bien de donner plus d'informations aux parents et aux éducateurs relativement à la performance des écoles pour leur permettre d'agir de façon éclairée.

M. Marceau, analyste de politiques publiques à l'École nationale d'administration publique et chercheur associé à l'IEM, est convaincu que les parents, assoiffés d'information, appuient sans réserve l'initiative de l'Institut Fraser. Seuls les « groupes d'intérêts » actifs au sein du réseau d'éducation s'y opposent et alimentent la polémique dans les médias, juge-t-il.

L'actualité, tout comme l'année dernière, diffuse le bulletin dans un numéro spécial qui paraît aujourd'hui.

La rédactrice en chef de la revue, Carole Beaulieu, a indiqué hier que le bulletin, qu'elle décrit comme un « outil » utile mais imparfait, est utilisé comme point de départ pour étudier la situation des écoles de la province et identifier les pratiques les plus susceptibles d'assurer la réussite des élèves. Elle se défend bien, en faisant écho au bulletin, de soutenir les objectifs de l'Institut Fraser, qui se décrit comme un organisme voué à l'application de « solutions de marché » aux problèmes de politiques publiques.

« Ils nous fournissent les données, mais ils n'ont aucun droit de regard sur ce que nous faisons avec leur recherche par la suite », note Mme Beaulieu, qui souligne l'importance d'alimenter le débat sur l'éducation au Québec, en particulier sur la question de l'évaluation des établissements.

Cinq ou six suicides par semaine reliés au travail

CLAUDE-V. MARSOLAIS

« ON DÉNOMBRE de cinq à six suicides par semaine qui sont reliés à la violence en milieu de travail au Québec. C'est un phénomène d'autant plus préoccupant qu'il y a 10 ans, on ne comptait que cinq suicides par année pour ces motifs », constate Roger Leveault, un spécialiste qui participait hier à un colloque organisé par l'Association des infirmières en santé du travail au Québec.

Selon lui, ces suicides se retrouvent dans toutes les catégories d'âge, mais la cohorte des 35-45 ans est souvent la plus visée car c'est dans ce groupe d'âge que l'on remet le plus souvent en question sa situation sociale. « Des travailleurs peuvent ressentir certaines ambitions frustrées ou encore le désir insatisfait de changer de milieu de travail », explique M. Leveault.

Les cas les plus fréquents de suicide concernent l'individu qui est en congé de maladie à cause d'un épuisement professionnel et qui préfère s'enlever la vie plutôt que d'envisager un retour au travail. Il peut aussi s'agir d'une personne violente au travail qui a été suspendue par son patron et qui, voyant tout son univers s'écrouler, ne voit pas d'autre issue que le suicide.

Michelle Cousineau, médecin-conseil à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), signale qu'avant le début des années 1990, les travailleurs soumettaient rarement des réclamations pour des problèmes psychiques reliés à la violence en milieu de travail. Or, depuis ce temps, la CSST a traité 2000 réclamations concernant des lésions attribuables à ce phénomène.

La majorité des réclamations ont trait à des lésions physiques (environ deux sur trois) causées par des voies de fait et des actes violents. Quant aux lésions psychiques, elles sont passées de 490 en 1990 à 738 en 1999. Plus des deux tiers (68 %) de ces lésions sont de type choc nerveux ou stress post-traumatique et près du tiers sont attribuables à l'anxiété réactionnelle ou le stress.

Ce type de réclamations provient surtout de la région de Montréal (plus de la moitié) et sont plus souvent formulées par des femmes (61 %). Le personnel administratif (36,3 %), les employés de l'industrie du transport (18,4 %), des services (13,8 %), du secteur de la vente (8,3 %), de la santé (6,3 %) et les enseignants (4,5 %) sont les plus souvent touchés.

De 1990 à 1999, les durées moyennes d'indemnisation pour les lésions psychiques sont passées de 89,7 jours à 116,7 jours.

Frema Engel, consultante organisationnelle, note que la violence en milieu de travail n'est pas propre au Québec puisqu'elle prend des proportions épidémiques à la grandeur de l'Amérique du Nord. « La violence au travail, ça n'est pas seulement le meurtre isolé commis par un employé dépressif, l'attentat raté ou le vol à main armée, mais des formes plus insidieuses comme les propos venimeux, l'abus psychologique allant jusqu'à l'agression physique et le meurtre. Crier des obscénités, tenir des propos racistes, proférer des menaces de mort, asséner des coups de poing ou des coups de pied, entretenir des rumeurs, critiquer sans relâche et tenir des propos dénigrateurs peuvent sembler des incidents inoffensifs, mais ils blessent et causent des dommages, infligeant des traumatismes profonds éventuellement », affirme-t-elle.

Une étude de la Northwestern Life Insurance a démontré que les compagnons de travail et les patrons sont responsables de 86 % du harcèlement au travail, du tiers des menaces et du quart des agressions en milieu de travail.

Mme Engel qui a publié un ouvrage en anglais intitulé *Taming the Beast. Getting Violence out of the Workplace*, est d'avis que c'est le manque de civisme au travail qui est la principale cause des problèmes de violence au travail. « Il est important de savoir comment désamorcer les conflits. Tout est dans la manière. Par exemple, si un patient s'impatiente et commence à injurier le personnel dans une salle d'attente de médecin et d'hôpital, il faut rapidement le voir, lui serrer la main et lui demander ce qu'on peut faire pour lui. Tout de suite, la tension va diminuer et le personnel médical ne sera pas traumatisé par ses invectives », soutient-elle.

Malheureusement, note Roger Leveault, la violence au travail est trop souvent une manière d'être et de communiquer entre individus, un modèle de fonctionnement social efficace qui permet d'accéder rapidement à ses fins. Une culture d'entreprise, en somme.

Zellers

Rabais

40%

TOUT CECI*

soutiens-gorge et culottes de marque sous boîte en emballage simple



WonderBra WARNER'S VOGUE Playtex * Daisyfresh Ama mesure

Rabais 30 %

Lingerie de jour et soutiens-gorge et culottes coordonnés Gloria Vanderbilt et Delta Burke™

Rabais 25 %

Tenues de nuit sous licence et Delta Burke™ pour femme

Offre en vigueur du 3 au 16 novembre 2001

*Sauf les soutiens-gorge «Offre spéciale» à 10 \$ et de marque Exquise Fully. Le choix varie selon le magasin.



LA GUERRE AU TERRORISME

EN BREF

Davantage de soldats américains en Afghanistan

LES AMÉRICAINS vont envoyer un plus grand nombre de soldats d'élite en Afghanistan pour épauler l'opposition armée aux talibans dans le nord du pays, a indiqué hier à Washington le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld. « Nous allons ajouter du monde pour disposer d'un nombre raisonnable de forces spéciales américaines », a déclaré le ministre à la presse. M. Rumsfeld avait annoncé mardi qu'« un très petit nombre de forces étaient sur le terrain » dans le nord, auprès des groupes d'opposition. Sans donner de chiffres, il a déclaré hier qu'il souhaitait que « le nombre des équipes soit multiplié par trois ou quatre ».

— d'après AFP

Terrorisme nucléaire

L'AIEA cherchera, aujourd'hui à Vienne, des parades au terrorisme nucléaire après les attentats du 11 septembre, estimant que des islamistes pourraient construire de toutes pièces une bombe atomique. Dans une réunion d'experts, l'Agence internationale de l'énergie atomique considérera également l'attaque par les airs de centrales nucléaires et la fabrication d'une bombe « sale » à partir de matériaux nucléaires volés. « Le fait que des terroristes soient prêts à sacrifier leur vie pour faire aboutir leurs funestes desseins rend la menace du terrorisme nucléaire plus crédible qu'avant les attentats de New York et de Washington », a déclaré le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, lors d'un briefing de presse mercredi à Vienne.

— d'après AFP

Des Pakistanais combattent aux côtés des talibans

PLUSIEURS centaines de membres de tribus pakistanaises sympathisants d'un mouvement islamiste favorable au régime de Kaboul sont entrés hier en Afghanistan pour combattre avec les talibans, selon des témoins. Ils attendaient depuis une semaine dans la ville de Bajur, dans le nord-ouest du pays, que les forces talibanes les laissent passer. Kaboul n'a pas fait de commentaire. L'ambassadeur taliban au Pakistan, Abdul Salam Zaeef, a affirmé cette semaine que les talibans n'avaient pas besoin du renfort de volontaires étrangers jusqu'à ce que les troupes terrestres américaines se lancent dans la bataille.

— d'après AP

Agence France-Presse

KABOUL — Les talibans ont fait échouer, hier, une tentative menée par quatre hélicoptères américains de secourir un opposant royaliste entré clandestinement, dans le sud de l'Afghanistan, a rapporté l'agence *Afghan Islamic Press*. Une très forte explosion a par ailleurs retenti dans la soirée à Kaboul après de nouveaux raids. Les milices islamistes avaient auparavant affirmé avoir abattu un avion américain dans le nord de l'Afghanistan alors que les B-52 intensifiaient leurs frappes et qu'on apprenait que plusieurs dizaines de civils auraient été tués dans un village pendant des raids antérieurs.

La plus grande centrale électrique d'Afghanistan a d'autre part été mise hors d'usage, privant d'électricité deux grandes villes du sud juste avant l'hiver, selon Kaboul.

Enfin, les talibans ont reçu leurs premiers renforts venus du Pakistan en 26 jours de conflit.

Selon AIP, agence privée basée au Pakistan, les talibans ont été informés de la présence clandestine d'Hamid Karzai, un partisan l'ex-roi Zaher Shah, et ont fait un raid sur l'endroit où il se cachait, à Deharwad, dans la province d'Uruzgan voisine de celle de Kandahar, fief des milices islamistes dans le sud-est de l'Afghanistan.

Quatre hélicoptères américains

ont atterri pendant la bataille qui a suivi pour évacuer M. Karzai, mais la tentative a échoué, selon l'agence citant l'ambassadeur des talibans à Islamabad, Abdul Salam Zaeef.

M. Karzai a pris la fuite après avoir perdu quatre hommes et des talibans le poursuivaient dans les montagnes, a-t-on ajouté.

Selon des sources des milieux du renseignement, M. Karzai, Pachtoune influent et ancien vice-ministre des Affaires étrangères, dirigeait une opération destinée à faire éclater le régime taliban.

Si ces informations se confirmaient, elles représenteraient le second échec des Américains et de l'opposition afghane en moins d'une semaine.

Vendredi dernier, les milices islamistes avaient arrêté et exécuté un autre chef pachtoune, Abdoul Haq, entré en Afghanistan pour saper le régime. Les États-Unis ont reconnu avoir monté une opération aérienne pour le sauver à la dernière minute, mais ils ont échoué.

Par ailleurs, des journalistes étrangers, autorisés à se rendre dans le sud-est de l'Afghanistan, ont pu constater l'ampleur des destructions dans le village de Chokar Karaiz, à 60 km au nord de Kandahar.

Selon des habitants, au moins 60 personnes y ont été tuées les 19 et 20 octobre.

Les talibans ont d'autre part affirmé que leur DCA avait abattu un

avion américain non identifié à l'ouest de Mazar-e-Charif, la capitale du nord de l'Afghanistan.

Washington a démenti cette information.

Ce développement survient alors que les bombardements américains se sont intensifiés sur le nord et le sud de l'Afghanistan pour faire plier les talibans.

Dans le Sud, la plus importante centrale hydroélectrique du pays a été touchée, privant totalement d'électricité Kandahar, capitale de la province du même nom, et Lashkar Gah (Sud), capitale de la province de Helmand, a déclaré un responsable taliban.

La centrale de Kajakai, à 90 km au nord-ouest de Kandahar, a été visée mercredi et hier, a précisé le ministre de l'Éducation Amir Khan Muttaqi.

Sur le front Nord-Est, proche de la frontière avec le Tadjikistan, l'aviation américaine a lancé sa troisième vague de bombardements depuis dimanche sur les lignes talibanes qui font face à l'essentiel des forces de l'Alliance du Nord. Selon un responsable de la défense de l'opposition, des dizaines de bombes ont été larguées par des fortresses volantes B-52.

cyberpresse.ca Des dossiers, des cartes géographiques interactives et les dernières nouvelles sur les frappes à www.cyberpresse.ca/monde

L'institut de conception et d'innovation aérospatiales de Concordia (ICIAC)

Votre tremplin pour une carrière dans l'aérospatiale



Carl Petrone
Bombardier
Aéronautique



Fadi Mansour
CAE



Carmen Gonzales
CAE



François Gignac
Bell Helicopter
Textron



Halim Pagacz
CAE



Nahida Bchara
Bombardier
Aéronautique



Hany Sarhan
Bell Helicopter
Textron



Steven Faltas
Pratt & Whitney
Canada



Julie Francoeur
Bell Helicopter
Textron



Martin Tremblay
Pratt & Whitney
Canada



Nader Faour
Bombardier
Aéronautique



Monalisa Larouche
Bombardier
Aéronautique



Paul Slack
CMC Électronique



Sandeep Singh
Pratt & Whitney
Canada



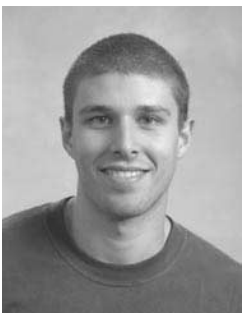
Nadia Foty
Pratt & Whitney
Canada



Paolo Babino
EMS Technologies



Neil Ristau
Bombardier
Aéronautique



Tarek Mansour
Pratt & Whitney
Canada



Nancy Paliotti
Pratt & Whitney
Canada



Tomer Curiel
Bombardier
Aéronautique



Tony Lentzakis
Bell Helicopter
Textron



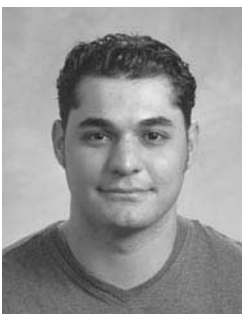
Wassim Bacha
Héroux Devtek



Joelle Lewandowski
Pratt & Whitney
Canada



Anthony Jonkov
Pratt & Whitney
Canada



Nick Maglione
CMC Électronique



Pierre Said
Bombardier
Aéronautique



Hany Moustapha
Directeur, Technologie
Pratt & Whitney
Canada
Directeur ICIAC

L'Université Concordia, la Faculté de génie et d'informatique et ses sept entreprises partenaires sont fières de souligner l'exceptionnelle contribution de ces 26 étudiants et étudiantes de 1^{er} cycle.

Renseignements : <http://ciadi.concordia.ca>

EMS Technologies

HEROUX DEVTEK
LANDING GEAR DIVISION

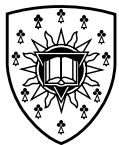
BOMBARDIER
AÉRONAUTIQUE

CAE

CMC électronique

Pratt & Whitney Canada
Une société de United Technologies

Bell Helicopter **TEXTRON**



UNIVERSITÉ
Concordia

On vous prépare pour le monde

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

2 novembre 2001

Page A14 manquante

Forum

Lettre ouverte au prochain maire



ROBERT PERREAULT
L'auteur a été membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec. Il signe une chronique hebdomadaire dans La Presse au cours de la campagne électorale municipale en cours.

IL Y A LIEU d'abord de vous féliciter. Faire campagne pour la mairie de Montréal, cela demande beaucoup d'énergie et beaucoup d'abnégation. Comment expliquer en effet que cela dure des mois et des mois alors que les campagnes fédérales et provinciales se résument en moyenne à un seul ? Mystère.

Nous mesurons avec vous combien ce mandat sera lourd : intégration en une seule des vingt-neuf villes préexistantes ; création des Conseils d'arrondissement ; réorganisation des services, du personnel et des budgets ; sans parler d'une dynamique politique et communautaire beaucoup plus complexe que la précédente. Le plus difficile pour vous reste à faire. Avant que les exigences de la mise-en-oeuvre de toute cette réforme ne vienne accaparer toutes vos pensées, avant que le quotidien n'occupe tout l'espace et tout le temps disponibles, alors qu'il est encore possible, qui sait, de capter votre attention et d'avoir votre écoute, pouvons-nous prendre quelques instants pour rêver ensemble à cette ville que nous aimons, pour imaginer le Montréal que nous souhaitons.

Il faut en effet beaucoup aimer Montréal, ou peut-être ne pas avoir véritablement le choix, pour accepter de vivre quotidiennement dans le bruit, la circulation et l'insécurité pour nos enfants. Lorsque les rues de nos quartiers centraux sont transformées quotidiennement en voies de transit pour ceux qui ont fui cette ville, il est enrageant de constater l'indifférence ou l'incapacité de nos administrations municipales successives à garantir aux Montréalais un cadre de vie de qualité. Pourtant les solutions existent, elles sont connues.

L'intégration des villes de la banlieue, en général des villes plus cossues et souvent plus sensibles à la qualité de vie de leurs résidents, nous fournit une occasion inespérée de les imiter et de transformer cette réalité. Pourquoi ne pas envisager de faire de la rue Sainte-Catherine une rue piétonnière ; pourquoi ne pas recréer ces grands boulevards urbains, avec leurs terre-pleins plantés de grands arbres, que furent les boulevards Saint-Joseph et Christophe-Colomb, avant que l'on ne les défigure pour faire toute la place à l'automobile ; pourquoi ne pas transformer nos ruelles en autant d'espaces verts ; pourquoi faudrait-il que nos belles rues du Plateau, de Villeray ou de Rosemont servent d'exutoires à une circulation effrénée ?

Pourquoi ne pourrions-nous pas aspirer nous aussi à une certaine qualité de vie dans nos quartiers et nos rues résidentielles ? Et surtout, pourquoi nous faudrait-il accepter sans rien dire les interventions intempestives de Québec qui pense encore ajouter à nos problèmes en construisant autoroutes et ponts, comme si ces mesures n'avaient pas déjà et partout fait la preuve de leur futilité ? De toutes les grandes villes du monde, c'est en-



Pierre Bourque et Gérald Tremblay lors du débat télévisé des candidats à la mairie de Montréal.

core à Montréal que l'on retrouve le rapport qualité-prix pour le logement, pour les spectacles, les restaurants parmi les plus avantageux. Cela constitue l'un des grands atouts compétitifs de Montréal.

Comment préserver cet avantage qui fait de Montréal une ville incomparable en terme d'accessibilité ; comment contrer la spéculation grandissante et éhontée du prix des logements dans certains quartiers, spéculation artificielle, sans lien avec les coûts réels et qui préfigure celle qui risque de prévaloir bientôt dans d'autres quartiers jusqu'à maintenant moins sensibles ?

Les Montréalais devraient pouvoir eux aussi avoir accès à la propriété de leur logement, seule source de sécurité financière pour la majorité des citoyens. Or, ils demeurent toujours à plus de 70 % des locataires dépossédés de tout contrôle sur leur cadre de vie quotidien. Le mode de tenure constitue le principal obstacle à cet accès à la propriété. Mais des alternatives existent, elles sont connues. Les diverses formes de coopératives d'habitation doivent être systématiquement encouragées et développées. De grands chantiers peuvent et doivent être entrepris pour rattraper notre retard collectif en ce domaine. Attendre, c'est risquer à terme un plus grand appauvrissement et une plus grande vulnérabilité de nos concitoyens. Faire des Montréalais des gens en contrôle de leur habitat, c'est entreprendre un grand chambardement et réaliser une mini-révolution aux retombées sociales et économiques insoupçonnées.

Une vie de quartier à préserver

Montréal dispose toujours d'un centre des

affaires convivial et de quartiers à forte personnalité. C'est ce qui en fait une ville parmi les plus sécuritaires, les plus animées, même le soir, après la fermeture des bureaux, du continent nord-américain. Ces caractéristiques ne sont pourtant pas immuables, elles demeurent fragiles et peuvent s'estomper sous les assauts répétés de mauvaises décisions en matière d'urbanisme. Il faut éviter d'imiter les modèles de développement des centres commerciaux des banlieues, tous dépendants de l'automobile. Il faut plutôt valoriser comme un patrimoine dynamique d'une grande valeur les diverses rues principales de nos quartiers respectifs ; ces rues sont les lieux des activités commerciales et des services, mais elles sont aussi et peuvent être davantage encore des espaces de vie publique.

Il faut en accentuer les spécificités, valoriser l'architecture de leurs édifices, multiplier les places publiques sur ces artères, les parcs de voisinage, y installer des fontaines, des kiosques, des bancs, des terrasses. Les Montréalais sont des latins. Pour s'en persuader, il suffit d'arpenter la rue Saint-Denis un beau jour de printemps.

Ce qui fait l'intérêt et le dynamisme des grandes cités, c'est leur diversité. De cette diversité jaillit l'élan créateur à l'origine d'une vie culturelle effervescente. Montréal, de ce point de vue, n'a rien à envier aux autres villes de sa catégorie, ni même à bien d'autres villes beaucoup plus peuplées. Mais cela ne va pas toujours sans accrochages ni sans difficultés. Il faut être bénis des dieux pour avoir réussi à permettre la coexistence de toute cette diversité, dans un contexte politique parfois difficile, sans provoquer de crise majeure.

La fusion en une seule ville, dans des institutions communes, des populations de l'est et de l'ouest de l'île de Montréal, des francophones et des anglophones, ne sera pas sans conséquences sur la façon de vivre cette diversité.

Le défi demeure de taille : comment en effet maintenir le caractère francophone de Montréal, caractère toujours fragilisé ; comment faire une place à la minorité anglophone sans pour autant faire de Montréal une ville bilingue ; comment, enfin, prendre en compte l'apport des très nombreuses communautés issues de l'immigration sans leur faire miroiter l'illusion d'une ville et d'une société dont les institutions seraient multiethniques ?

Des occasions nouvelles d'appropriation et d'expérimentation de cette diversité nous seront donc offertes comme autant de chances d'ouverture à des réalités jusqu'à maintenant trop souvent demeurées parallèles ; mais une telle ouverture doit se faire dans le respect et le maintien des grands choix collectifs et historiques de la société québécoise, sinon, c'est la paix sociale qui risque d'en être le prix.

La fusion des vingt-neuf villes de l'île de Montréal en une seule ville pourrait n'être qu'un exercice technocratique. Mais l'impact symbolique de cette fusion sera bien réel. Au-delà des limites de toute l'opération, cette fusion pourra aussi être l'occasion d'un élan nouveau pour peu que le prochain maire de Montréal sache reconnaître et encourager la volonté et la capacité de changement de notre communauté. Les Montréalais quant à eux se reconnaîtraient sûrement dans un maire audacieux.

Les défis de la future ville de Longueuil



MICHEL PRATT
L'auteur est président de la Société historique et culturelle du Marigot et professeur d'histoire au Collège de Maisonneuve.

Le défi le plus important de l'équipe qui dirigera la nouvelle ville sera de développer une nouvelle identité.

DANS LA FOULÉE des élections du 4 novembre prochain, on a bien peu parlé de Longueuil. Pourtant, la nouvelle ville comptera, le 1^{er} janvier prochain, plus de 380 000 personnes, devenant ainsi la troisième ville en importance démographique au Québec. Les citoyens des sept arrondissements éliront 42 conseillers municipaux.

S'il est relativement simple de comprendre les enjeux d'« une île, une ville », que ce soit à Montréal ou à Laval, il en est autrement à Longueuil.

Au cours des premières années, la nouvelle ville (comprenant les actuelles municipalités de Brossard, Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield Park, LeMoyne, Saint-Hubert, Saint-Bruno-de-Montarville et Boucherville) devra d'abord s'ajuster à sa nouvelle configuration. Le comité de transition n'aura touché qu'à la structure.

Le premier geste que de nombreux propriétaires feront sera d'analyser le nouveau compte de taxes : baisse, hausse ou stabilité ? On peut s'attendre à de nouveaux accrochages.

La transition politique

La plus grande incertitude, à court terme, repose sur l'arrivée de nouveaux partis politiques. Les prochains élus n'auront presque rien en commun. En dehors de leur arrondissement, les candidats ne se connaissent pas. Ils sont en campagne électorale depuis plusieurs semaines et n'ont jamais siégé ensemble. Certains observateurs de la scène politique municipale dégagent une tendance

générale qui trancherait entre les deux organisations politiques : L'Équipe Marguerite Pearson-Richard, du Ralliement démocratique, serait plus près des citoyens et de la vie communautaire, et celle de L'Équipe Jacques Olivier, le Parti municipal Rive-Sud, serait plus près du milieu des affaires. Mais cette vision est un peu simpliste. L'ancienne équipe du Parti municipal de Longueuil, dirigée par l'actuel maire Claude Gladu, est très près des groupes communautaires ; l'appui populaire à l'ancien Parti municipal de Longueuil tient en bonne partie de ce soutien aux associations communautaires et culturelles. D'un autre côté, madame Pearson-Richard peut compter sur des candidates et des candidats qui savent compter ou qui ont une vision du développement économique.

Il est vrai que L'Équipe de Jacques Olivier est identifiée au Parti libéral et celle de Marguerite Pearson-Richard à celle du Parti québécois. Mais, encore une fois, les nuances sont importantes. L'organisateur en chef du M. Olivier, André Létourneau, n'a jamais été associé au Parti libéral, bien au contraire. Et, parmi les candidats de cette équipe, certains ne cachent pas leur allégeance péquiste. Du côté de l'équipe de Marguerite Pearson-Richard, le lien avec le Parti québécois ou le Bloc québécois est plus évident. La fondation de ce parti est imputable en grande partie à Marcel Robidas, maire de Longueuil, de 1966 à 1982, et souverainiste reconnu. De plus, François Beaulne, le député péquiste représentant la ville de Boucherville, a été approché par l'équipe de Marcel Robidas avant de décliner l'offre de se présenter à la mairie.

La force de l'équipe Olivier repose sur le fait qu'une grande partie des candidats est déjà au pouvoir. Il s'agit là d'un avantage marquant et même déterminant. Jacques Olivier projette ainsi l'image d'un rassembleur. L'équipe Olivier compte sur la présence, dans son équipe, de cinq maires soient, la mairesse de Boucherville et les maires de Greenfield Park, de Longueuil, de Saint-Hubert et de Saint-Lambert. En outre, Paul Leduc et Marcel Dulude, respectivement maires de Brossard et de Saint-Bruno-de-Montarville ont donné leur appui à l'équipe de Jacques Olivier. Quant à Guy Talbot, le maire la petite ville de LeMoyne, il a été écarté de l'équipe Olivier. De toute façon, la ville de LeMoyne a été intégrée dans l'arrondissement de Saint-Lambert/LeMoyne.

En contrepartie, l'image de Jacques Olivier est nettement associée à celle d'un ancien « Trudeauiste », donc à celle d'une génération politique dépassée. N'oublions pas que M. Olivier s'est fait battre au fédéral, en 1984, par le conservateur Nic Leblanc et qu'en 1987 il a essuyé un cinglant échec à la mairie de Longueuil face à Roger Ferland. Les sondages au début de l'année 2001 le plaçaient très loin derrière le maire de Longueuil Claude Gladu (33 %) et le maire de Brossard, Paul Leduc (33 %).

Il ne faudrait donc pas se surprendre, le soir des élections, de voir madame Pearson-Richard faire bien meilleure figure que ne l'anticipent actuellement plusieurs observateurs. La carte politique, en ce qui concerne la mairie, pourrait ainsi ressembler étrangement à celle d'une élection provinciale. Comme sur l'île de Montréal, les électeurs de la partie ouest de la nouvelle ville (Brossard, Greenfield Park et Saint-Lambert) donneraient ainsi leur appui de façon assez massive au candidat Olivier ; cette partie du territoire est représentée actuellement par Fatima Houa Pépin et André Bourbeau, tous deux du PLQ. Madame Richard-Pearson pourrait faire le plein de ses votes à Longueuil, Saint-Hubert, LeMoyne et Boucherville, des secteurs où les votes péquistes ou ceux du Bloc québécois sortent normalement assez bien.

Le message de L'Équipe Pearson-Richard

est moins ambigu que celui de L'Équipe Olivier sur les perspectives à moyen terme. Madame Pearson-Richard ne remet pas en cause la fusion et entend travailler à son développement. Jacques Olivier laisse entendre qu'il respectera la législation si un nouveau gouvernement entendait modifier la loi actuelle, comme s'il y avait, par exemple, une défusion.

Dans la nouvelle ville de la Rive-Sud, le mouvement de la défusion n'a cependant pas actuellement grand poids. Il se concentre surtout dans la ville de Saint-Lambert. Il y a évidemment une grande frustration à Saint-Bruno-de-Montarville et à Boucherville contre la fusion forcée. À Greenfield Park, l'ancien maire Steve Olynyk, qui se présente comme candidat indépendant, se dit un partisan de la défusion. Jusqu'à quel point cependant les citoyens de ces villes sont-ils prêts à faire marche arrière ? Même en gagnant tous les postes dans Saint-Lambert, dans Saint-Bruno-de-Montarville et dans Greenfield Park les partisans de la défusion n'obtiendraient que 9 sièges sur 42.

Une fois les résultats connus, nous assisterons à un précédent politique. L'équipe gagnante n'entrera en fonction que le 1^{er} janvier 2002. Ainsi, ce sont les équipes en place qui géreront leur arrondissement pendant près de deux mois. (...)

Le long terme

Le défi le plus important de la nouvelle équipe qui dirigera la nouvelle ville sera de développer une nouvelle identité. Longueuil sera composé de citoyens de milieux sociaux différents. Des citoyens d'arrondissements très francophones comme Boucherville et Longueuil devront composer avec des citoyens d'arrondissements multiethniques comme Brossard. Des personnalités politiques qui avaient le plein pouvoir comme les maires de Longueuil et de Boucherville devront se contenter, s'ils sont élus, de jouer un rôle important mais moins gratifiant. Néanmoins le défi est grand et stimulant. S'il y a concertation et si les décideurs peuvent renoncer non pas à leur identité mais à leur esprit de clocher, l'avenir du nouveau Longueuil sera prometteur.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Agir... dans le brouillard



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

« Le 11 septembre 2001... » Une date. Les premiers mots prononcés hier par la ministre des Finances, Pauline Marois, dans son discours à l'Assemblée nationale.

Les attentats contre les États-Unis sont évidemment à l'origine de la présentation de ce budget automnal. Curieusement, cet exposé détaillé de l'état de l'économie et des finances publiques laisse croire que l'impact des attaques terroristes peut déjà être mesuré. En réalité, les économies occidentales sont plongées dans un profond brouillard, et les spécialistes s'arrachent les cheveux. Dans un tel contexte, naviguer — prévoir, dépenser, déposer un budget — est un exercice extrêmement risqué.

Le budget d'hier est fondé sur une croissance économique de 1,7 % pour 2002, y compris l'impact stimulant des mesures annoncées. Les économistes jugent cette prévision optimiste. Or, l'équilibre des finances publiques dépend tout entier de cette fragile donnée. M^{me} Marois ne s'étant laissé aucune marge de manoeuvre. Qu'arrivera-t-il si l'économie américaine plonge dans une récession de longue durée ? Par ailleurs, alors même que le FBI demande aux Américains de se préparer à de nouveaux attentats, le gouvernement du Québec n'a pas jugé bon de protéger ses propres finances contre cette éventualité.

Les revenus du gouvernement pourraient donc tomber bien en deça de ce qu'espère M^{me} Marois, tandis que ses dépenses pourraient être passablement plus élevées. Un déficit et/ou des compressions importantes seront alors inévitables. Déjà, les hôpitaux avertissent le gouvernement que leurs dépenses crèveront le rythme de 3,1 % fixé pour le budget de 2002-2003.

On aurait souhaité que le gouvernement fasse preuve, à l'occasion de ce budget exceptionnel, d'une prudence exceptionnelle. Par exemple, en prenant dores et déjà des mesures pour freiner la hausse des dépenses. Encore mieux, il aurait pu garder son budget pour le printemps, au moment où le brouillard se sera levé. Ce qui ne l'aurait pas empêché de prendre dès maintenant les mesures jugées

nécessaires.

S'agit-il, comme le prétendent les libéraux, d'un exercice purement politique, qui évitera au gouvernement péquiste de présenter un budget alors que l'économie sera à son plus bas ? Si c'est le cas, le calcul politique est aussi risqué que le calcul économique.

Le gouvernement ne pouvait évidemment pas rester sur la touche dans la situation actuelle. M^{me} Marois a raison lorsqu'elle insiste sur la nécessité d'« agir maintenant ». Mais agir à tout prix peut être téméraire. Si le scénario rédigé hier s'écroule, c'est la crédibilité financière du gouvernement du Québec — rétablie à la dure, on le sait — qui s'évaporerait.

■ ■ ■

L'essentiel des stimulants annoncés hier provient de l'accélération de 3 milliards d'investissements publics — construction de routes, de logements, d'écoles, de centres d'hébergement. Dans plusieurs de ces domaines, les besoins sont criants, et cette annonce est donc bienvenue. Il faudra quand même s'assurer que la nécessité de faire vite ne pousse pas Québec à investir dans n'importe quoi.

Il faudra voir, aussi, si le gouvernement sera capable de réaliser ces projets aussi rapidement qu'il le dit. De cela dépend, évidemment, de leur effet protecteur contre le ralentissement actuel.

Parmi les autres mesures annoncées, le report de six mois du versement des acomptes provisionnels permettra aux PME de

souffler un peu. La réduction de la taxe sur le capital, attendue depuis des années par le milieu des affaires, n'entre en vigueur qu'à compter de 2003. Trop tard.

On ne peut pas être contre l'augmentation de 100 \$ du crédit pour la TVQ cette année. Mais il ne faut pas se faire d'illusion sur l'impact de cette mesure ponctuelle de 250 millions. Pour le reste, le budget annonce une kyrielle de mesures — un programme Villages branchés du Québec, la création d'une Financière du Québec, des changements à la Cité du commerce électronique — typiques de l'intervention mille-pattes du gouvernement.

■ ■ ■

Il est toujours facile de critiquer un budget. Vues des estrades, les choses sont tellement simples ! M^{me} Marois a le mérite d'avoir pris une situation difficile à bras le corps. Il n'y a pas de dépenses folles dans ce qu'elle a annoncé. Mais il y a peut-être un peu trop de précipitation. Et un peu trop d'imprudence.

Une certaine idée du Canada



KATIA GAGNON
kgagnon@lapresse.ca

Avec le décès de Solange Chaput-Rolland, c'est une certaine idée du Canada qui s'en va. Le Canada de la bonne foi, de la réconciliation entre deux peuples. Certains l'auront trouvée franchement naïve, d'autres simplement sincère. Mais le fait est que M^{me} Chaput-Rolland, qui s'est battue toute sa vie pour que prévaille sa vision, sera disparue avant de l'avoir vue triompher.

Lors de son départ du Sénat, elle avouait elle-même, dans un constat aux relents d'amertume, que sa vie avait été marquée par les défaites. « J'ai perdu toutes mes batailles : celle de Pépin-Robarts, celle de Meech, celle de Charlottetown », déclarait-elle, déplorant que l'esprit de confrontation, incarné par Pierre Trudeau, l'ait finalement emporté. Elle qui s'est toujours battue pour imposer sa vision de ce pays est disparue alors que l'impasse constitutionnelle est toujours entière.

Cette travailleuse boulimique, qui fut journaliste, romancière, po-

liticienne, animatrice, scénariste, a surtout été une grande féministe. Elle s'opposa à un père dominateur, confronta l'establishment cléricale et prit le flambeau des luttes sociales : un combat qu'elle poursuivra jusqu'à sa mort. Elle s'intéressera rapidement à la politique, qu'elle marquera par son art des formules chocs. C'est elle qui avait pensé le slogan officieux du camp du NON, en 1980 : « Le Québec, ma patrie, le Canada, mon pays ». C'est elle aussi qui marquera ce rassemblement des « Yvette », qui passera à l'histoire en récupérant la gaffe de Lise Payette.

Cette victoire référendaire sera finalement une des seules que connaîtra Solange Chaput-Rolland. Mais, contrairement au politologue Léon Dion, le « fédéraliste fatigué » qui partageait sa vision du pays, jamais les défaites qui suivront n'entameront l'enthousiasme presque juvénile de Solange Chaput-Rolland pour le Canada. « Je ne serai jamais indépendantiste », lançait-elle à 75 ans bien sonnés. Sa foi dans le fédéralisme était si vive qu'à son départ du Sénat, un de ses collègues avait malicieusement lancé qu'elle aurait amplement mérité le titre de « père de la Confédération ». Un qualificatif que la féministe en elle a probablement accueilli avec un sourire en coin...



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

DOCUMENT

Des gestes majeurs, qui visent à soutenir l'emploi et la croissance

Nous vous présentons ici un extrait du discours du budget lu par la ministre des Finances du Québec, hier, à l'Assemblée nationale.

PAULINE MAROIS

« Le 11 septembre 2001, le monde a connu un moment particulièrement douloureux de son histoire. Des attentats, d'une ampleur inédite jusque-là, ont brisé la vie de milliers de nos voisins américains, semant ainsi l'angoisse, la douleur et la mort. Les événements de New York nous touchent directement. Ils resteront à jamais inscrits dans nos mémoires. L'an dernier, pourtant, nous avions fêté l'arrivée d'un nouveau siècle avec espoir et confiance, en étroite communication avec l'ensemble de la planète.

Cependant, nous ne devons pas nous laisser gagner par les craintes et les peurs. Nous devons réagir sans nous replier sur nous-mêmes. Nous devons réaffirmer qui nous sommes, défendre avec détermination nos valeurs de tolérance, de liberté pour tous, tout en étant conscients et modestes quant à notre capacité d'influer sur ces événements dont l'ampleur nous dépasse. Mais nous appartenons aussi à notre échelle à ce nouveau monde planétaire qui se bâtit. Soyons confiants, l'être humain porte en lui la force de relever chaque fois les grands défis de l'histoire.

Nos valeurs comme Québécoises et Québécois s'incarnent dans cette solidarité et cette lucidité qui se sont manifestées après les attentats du 11 septembre. Notre solidarité doit d'abord s'adresser à nos amis américains, dont nous partageons pleinement la douleur. Cette solidarité et cette lucidité passent également par la lutte contre le terrorisme, à laquelle nous participons pour défendre nos valeurs de démocratie et de liberté. Cette solidarité doit aussi prévaloir contre l'exclusion des peuples moins favorisés, qui constitue souvent le terreau où naît le terrorisme. Cette solidarité, sur laquelle s'est bâtie la nation québécoise, se fonde sur la cohésion et le respect mutuel de chacun de ses membres, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs.

L'économie mondiale dans son ensemble subit les conséquences directes de ce qui s'est produit le 11 septembre à Manhattan, et elle devra s'adapter résolument aux nouvelles réalités géopolitiques et militaires nées des attentats.

La société québécoise fait également face à ce nouveau défi. Tout d'abord, il est évident que le Québec doit être plus conscient des dangers, renforcer ses mesures de sécurité, et nous sommes en train de le faire. Il est également évident que nous devons agir résolument. En protégeant nos acquis, nous nous assurons d'être plus forts quand viendra le temps de la relance. Il n'est de moment plus opportun que main-

tenant, parce que c'est maintenant qu'il faut agir.

Ce Discours sur le budget, prononcé avec cinq mois d'avance, est l'illustration directe de cette résolution dans l'action. Il était de ma responsabilité et de celle du gouvernement du Québec de prendre les initiatives requises afin que le Québec traverse avec un minimum de turbulences les difficultés actuelles. Nous le faisons aujourd'hui même, dans le cadre du Budget 2002-2003.

Je veux m'appuyer sur les forces vives de la société québécoise. Au cours des dernières semaines, j'ai donc rencontré les spécialistes et les principaux leaders économiques et sociaux. Nous avons d'abord partagé nos diagnostics de l'évolution actuelle et future de la conjoncture économique du Québec. Nous avons également discuté d'un certain nombre d'actions à entreprendre, dans le but d'assurer la sécurité économique et sociale des Québécoises et des Québécois. Nous avons tous convenu de l'urgence d'agir.

Et nous agissons maintenant.

Cette action ne doit pas être isolée. La nécessité de se concerter est essentielle. Cette concertation doit inclure le gouvernement fédéral. Je l'ai déjà indiqué au ministre canadien des Finances : avec les moyens substantiels qui sont les siens, le gouvernement fédéral peut et doit intervenir de façon majeure, lui aussi.

Je présente donc aujourd'hui à l'Assemblée nationale un budget qui permet tout à la fois :

> de définir dès maintenant la politique budgétaire 2002-2003, en vue de répondre à la conjoncture présente ;

> et de mettre en oeuvre immédiatement un plan d'action dans le but de faire face à cette même conjoncture.

Le plan d'action que je propose aujourd'hui s'articule autour de cinq grands objectifs.

> Il renforce les moyens dont dispose le Québec pour assurer la sécurité des personnes.

> Il vise à soutenir la confiance des consommateurs, en mettant l'accent sur les personnes à faible revenu, qui risquent d'être les premières à souffrir de la conjoncture actuelle.

> Il a pour objectif de préserver l'emploi et l'activité économique, qui sont à la base même de notre société.

> Il permet à notre gouvernement de poursuivre le travail accompli pour renforcer et diversifier l'économie québécoise.

> Il maintient les politiques d'assainissement des finances publiques appliquées avec constance par notre gouvernement.

Ce plan d'action comprend des gestes majeurs, qui visent à soutenir l'emploi et la croissance et à aider ceux et celles qui en ont le plus besoin, sans remettre pour autant en question la politique de déficit zéro instaurée par notre gouvernement.

Avec ce plan d'action, le gouvernement agit maintenant. Par ce geste, il réaffirme sa volonté de maintenir tout à la fois les emplois et une base économique solide pour l'avenir.



Forum

Votre vision du nouveau Montréal

Voter, c'est s'intégrer

DANS QUELQUES jours nous irons voter pour élire un maire à la tête de cette grande ville que Montréal est appelée à devenir.

Je pense que les minorités ethniques, dont je suis membre, doivent s'impliquer dans ces élections et marquer ainsi de leurs empreintes cet événement très important pour les citoyennes et citoyens.

Le vote est, sans aucun doute, un acte d'intégration à la société québécoise et un exemple à donner à nos enfants appelés à construire l'avenir de notre ville que nous voulons forte par sa puissance économique, sa richesse culturelle et son ouverture sur le monde.

Sa population sera aussi l'exemple de réussite à suivre pour tous les peuples du monde qui cherchent à vivre la paix et le progrès dans le respect de la différence et de la tolérance.

RACHID BANDOUB
Ville Saint-Laurent

Ce qui fait la différence

QUE PROPOSER comme vision rassembleuse de Montréal ? Pour ma part, cette vision ne s'articule pas d'emblée autour d'un quelconque plan de développement économique misant sur les secteurs de force de Montréal et visant à attirer nombre d'investisseurs. Ce sont là des actions normalement attendues de nos dirigeants. C'est pourtant essentiellement cela que l'on entend.

Non, mon rêve pour Montréal est celui d'une ville ouverte, multiethnique, francophone et différente par l'esprit des gens qui y habitent. J'aimerais que, dans 10 ans, un journaliste d'un prestigieux magazine, en visite prolongée dans notre ville, raconte comment un Sri-Lankais et son épouse néerlandaise, mariés en France, ont délibérément choisi Montréal pour élever leurs deux enfants. Comment un Algérien a pu rencontrer ici une exilée chilienne dans un café du Plateau. Comment Joseph forme un couple heureux avec Djamilia et ont refusé un travail à Vancouver pour poursuivre leur destin ici, point d'ancrage de leur union.

Une ville où tout ce beau monde se rallie autour de son attachement à Montréal, à sa qualité de vie et à la possibilité qu'elle offre de vivre en français, en Amérique, dans un environnement moderne, sécuritaire, à échelle humaine.

Voilà une vraie vision de notre Montréal, venant du coeur et donc mobilisatrice. Les chiffres, le plan de développement économique restent essentiels mais viendront après, comme moyens de concrétiser le rêve.

YVAN CLICHE
Quartier NDG, Montréal

Mon premier vote

AVOIR 18 ANS, c'est avoir tous les rêves devant soi, mais c'est aussi savoir que demain sera encore comme hier ! Le nouveau Montréal auquel j'aspire ne sera pas au rendez-vous cette fois-ci, le prochain élu à la mairie en aura plein les bras avec tous les tiraillements entre arrondissements.

Le 4 novembre prochain, sans enthousiasme, je voterai pour la première fois. La grande ville à venir étouffe déjà avec son carcan de promesses électorales et c'est pourtant d'une grande bouffée d'air vivifiant qu'elle a besoin. Un projet avant-gardiste et rassembleur, des idées révolutionnaires, voilà le Montréal de demain que j'ose espérer. D'autres ailleurs ont su relever le défi, pourquoi ne le pourrions-nous pas ! La métropole de mes rêves a besoin plus que d'un élu à son troisième mandat ou d'un candidat qui a peine à croire dans le mérite des fusions.

JEAN-NICOLAS LACOSTE
Verdun

Comme en Europe

COMME MONTRÉAL est une ville mi-européenne et mi-américaine, j'aimerais qu'elle devienne davantage européenne. En Europe, les piétons ont beaucoup plus d'espace qu'en Amérique. Pourquoi ne pas jouer sur cette particularité de Montréal pour en mousser la particularité en aménageant une rue Sainte-Catherine piétonne. De toute façon quand elle est ouverte à la circulation automobile, elle est toujours congestionnée. Alors si on l'aménageait pour qu'elle soit piétonne ?

Pourquoi ne pas, à l'instar de nombreuses villes d'Europe, y aménager des bancs, y planter des arbres, y installer des fontaines, y poser du pavé au lieu de l'asphalte ? En marchant dans la rue, on désengorgerait les trottoirs et cela nous permettrait de pouvoir admirer l'architecture de plusieurs édifices qu'on ne voit malheureusement pas lorsqu'on marche sur les trottoirs parce que nous sommes trop près. Redonner cette artère aux Montréalais. Elle deviendrait rapidement, j'en suis sûr le coeur de Montréal. D'ailleurs, l'été, on y tient déjà plusieurs festivals de rue. On pourrait la fermer de la rue Saint-Urbain jusqu'à la rue Guy. Je crois que la circulation automobile peut très bien emprunter le boulevard Maisonneuve et le boulevard René-Lévesque ou encore mieux, utiliser le métro. Cela donnerait à Montréal une particularité et nous ferions l'envie de beaucoup d'autres villes. Qu'en pensez-vous ?

ROGER FORTIN
Centre-ville de Montréal

Le citoyen d'abord

JE RÊVE d'une ville de Montréal où la gestion sera saine, où la transparence régnera, où le citoyen sera au coeur des décisions ; une ville qui respectera le citoyen. Je rêve d'arrondissements où les conseillers seront présents, disponibles, à l'écoute des citoyennes et citoyens.

JEAN-MARIE VERRET
Montréal



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Le 5 novembre, le nouveau maire de Montréal présidera les destinées d'une métropole de près de deux millions de personnes.

Pour que le simple citoyen soit reconnu

VICTOR LAMBERT
L'auteur est urbaniste-architecte.

DANS SON LIVRE *Le Big bang des organisations*, Hervé Sérieyx fait valoir qu'il faut désormais « gérer le désordre et l'instabilité ». C'est bien ce à quoi Montréal doit s'affairer désespérément, aujourd'hui et pour des années à venir. Elle qui subit cette situation on ne peut plus périlleuse depuis tant d'années, voire même des décennies. À la suite de l'invitation que vous me faites, je suis heureux de vous présenter ici l'essentiel de mes réflexions concernant « une vision pour Montréal ».

L'hypothèse que j'avance est comme suit : l'étendue territoriale de la ville de Montréal doit *a priori* dépasser celle de l'île de Montréal pour comprendre les territoires de la Rive-Nord, de la Rive-Sud et de la rive sud-ouest. Cette ville nouvelle correspondrait à ce qu'il est convenu d'appeler la Région métropolitaine de recensement. Elle aurait une superficie d'environ 3500 kilomètres carrés et une population de plus de trois millions d'habitants.

À l'intérieur de ce grand espace montréalais, il existe actuellement une toile plus ou moins lâche d'utilisations du sol que d'aucuns, depuis longtemps, ont souhaité voir retouchée et organisée selon des critères d'ordre, d'harmonie, et de beauté en vue du mieux-être de la population qui l'habite, par exemple : les auteurs de *Montréal : Horizon 2000* (1968), ou encore ceux de *Montréal : une ville-région* (1993).

À cette fin, il me semble à propos d'énoncer que mon projet de ville nouvelle sera alors composée d'un noyau fort dense, que j'appelle la « cité ». La « cité » sera de taille relativement petite et son contenu sera défini selon l'importance que l'on voudra bien lui accorder, par exemple : la génération et le maintien de la trajectoire du tout Montréalais dans l'univers de la mondialisation. Autour du noyau, une enveloppe sera formée d'utilisations du sol (aussi de l'eau) et d'activités dont la densité sera compatible tant avec la substance même du noyau qu'avec celle du magma urbain périphérique. Voilà pour la géographie.

Quant au gouvernement de ce territoire,

j'y vois une représentation hiérarchique : le noyau (ou la « cité ») serait gouverné par un maire assisté d'une équipe restreinte ; une équipe ayant le rôle de définir des politiques, et le pouvoir de décider et d'agir avec les moyens appropriés tant sur la destinée de la « cité » que sur les éléments qui seraient de sa juridiction dans l'ensemble du territoire. Le maire et les membres de l'équipe seraient élus par les résidents de toutes les municipalités du territoire montréalais tel que défini plus haut. Quant aux municipalités proprement dites, elles conserveraient leurs limites actuelles, (ou révisées selon la volonté et les valeurs à préserver des populations locales), leur représentation politique et tous les pouvoirs locaux de gouvernance. Voilà pour la politique.

Ce projet de géopolitique montréalaise veut tendre à l'unité dans la diversité par le respect mutuel des individus comme des collectivités, et par les grands potentiels d'échanges entre la « cité » et les municipalités du territoire. Ainsi, Montréal n'en sera que renforcée sur tous les plans parce que le simple citoyen sera reconnu.

Rêveries pour ma ville

FERNAND LAVIGNE

TENTER DE forger une vision cohérente pour l'île de Montréal est, à ce moment-ci, mission impossible, et ceci, pour au moins deux raisons.

La première vient du fait qu'il est possible de penser une vision pour Montréal sans tenir compte de ce qui se passe à Québec ou à Paris, mais il est impossible de le faire sans prendre en considération la grande région métropolitaine. Région qui d'ailleurs dépasse largement Laval, Montréal et le futur Longueuil.

Or, il n'existe, en ce moment, pour cette région aucun plan directeur global. Toute tentative de vision pour l'île devrait, à tout le moins, être arrimée et cohérente, sinon tributaire, d'un plan de développement pour l'ensemble de la région. Faire cavalier seul serait tout à fait suicidaire.

La deuxième raison découle du fait, qu'il est impossible, pour un maire, de proposer et d'amener à terme des projets d'envergures sans un large soutien financier des autres paliers de gouvernement. De ce fait, forger une mission pour l'île de Montréal, à ce moment-ci, ne serait que rêvasserie à ne pas étaler en public. Ce qui explique la retenue et la prudence des candidats à la mairie à cet égard.

Malheureusement, il en sera ainsi :

> Aussi longtemps que le ministère des Transports, à Québec, sera géré à la petite semaine et fera cavalier seul en commandant, à grands frais, des études de faisabilité de transport en commun sans consultation avec les municipalités. À titre d'exemple, plus de 25 millions pour trois études douteuses pour des trains de surface dans les secteurs du boulevard Henri-Bourassa, l'avenue du Parc et l'estacade du pont Champlain.

> Aussi longtemps que des bouts de métro ne nous seront promis qu'en période électorale.

> Aussi longtemps que l'on fera des études pour de nouveaux ponts sans avoir la moindre idée de se que sera cette grande région métropolitaine dans cinquante ou

cent ans.

> Aussi longtemps que le déploiement des pôles économiques ne sera pas contrôlé.

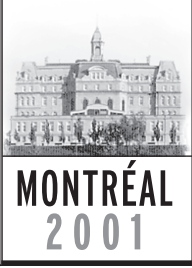
> Aussi longtemps que l'étalement urbain ne se fera pas suivant un plan régional de développement urbain cohérent.

Pendant tout ce temps, nous serons limités à rêver et à entendre, de la part des candidats, des promesses prudentes faites sans trop de conviction.

Nous sommes très envieux des succès de New York et Boston. Or, ces réussites ne sont pas simplement la vision d'un maire ; elles sont le résultat d'une cohérence administrative entre paliers de gouvernements. La ville de Boston ne compte qu'environ 600 000 habitants dans un bassin de plus de trente cinq municipalités ; et comparable en population à la région métropolitaine de Montréal. Et pourtant, sans fusions, les choses bougent.

Tout comme les Bostonnais ou les New-Yorkais, nous connaissons très bien nos problèmes et nos ambitions. Nous n'avons certainement pas besoin d'un nouveau sauveur pour nous apporter par révélation une nouvelle vision. Ce dont nous avons besoin, c'est un ministre de la région métropolitaine ayant le pouvoir d'établir, à l'aide d'une table de concertation composée d'élus municipaux, les grandes orientations de la région. Un ministre ayant pouvoir d'arrimer les services de transport en commun. Un ministre qui a aussi le pouvoir de proposer un montage financier afin de garantir un minimum de ressources pour les infrastructures à venir. Et permettre ainsi aux élus d'élaborer pour leur municipalité respective un plan de développement cohérent et intégré à la région.

En attendant nous pouvons rêver d'un Montréal bleu ou vert, continuer à s'ajuster et improviser, s'amuser à fusionner ou défusionner et surtout continuer à payer.



Bâtir une ville équitable et solidaire

KARINE BLONDIN
et ROCK BEAUDET
Les auteurs sont membres du groupe Le pont entre les générations.

POUR NOUS, la nouvelle ville de Montréal devra se tourner vers l'avenir et celui des générations montantes en cessant d'être centrée sur les besoins immédiats des différents groupes de pression.

En premier lieu, l'abolition des clauses « orphelins » promise tant par M. Bourque que par M. Tremblay doit être réalisée sans délai. De plus, un maximum d'emplois offrant une rémunération adéquate s'avère indispensable au soutien des clubs de déjeuners pour les jeunes pour Montréal.

Une meilleure redistribution de la richesse entre les nouveaux arrondissements devra aussi se concrétiser à moyen terme. Une partie des sommes d'argent provenant d'Outremont, Mont-Royal et Westmount devrait servir à améliorer les parcs et les aménagements municipaux de St-Henri, Rosemont et Côte-des-Neiges. Ces mêmes fonds pourraient servir à construire des logements sociaux et à instaurer des clubs de déjeuners pour les jeunes des écoles défavorisées.

Enfin, un plan visionnaire de notre ville reposant sur un urbanisme respectant avant tout l'environnement et les humains devra être réalisé pour faire de Montréal une ville du futur enviable de partout sur la planète.

Comme le Dalai Lama l'a bien exprimé : « nous n'avons pas hérité de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ». Il serait des plus appropriés que les dirigeants de la nouvelle ville de Montréal ne l'oublent pas.

cyberpresse.ca Le portrait des candidats et les résultats des derniers sondages sont disponibles à

L'adresse :
www.cyberpresse.ca/montreal



Tony Blair : la sécurité pour Israël, un État pour les Palestiniens

Arafat rejette l'appel d'Oussama ben Laden aux musulmans du Pakistan

d'après AFP

GAZA— Le premier ministre britannique, Tony Blair, a plaidé hier pour la relance du processus de paix auprès du premier israélien, Ariel Sharon, et du président palestinien, Yasser Arafat, peu après l'assassinat par Israël de deux activistes du mouvement radical islamiste Hamas.

À Gaza, où il a achevé sa tournée de deux jours au Proche-Orient, Blair a réaffirmé que la violence devait cesser pour permettre une solution fondée sur deux principes : la sécurité d'Israël et un État pour les Palestiniens.

« Quand vous en aurez fini avec ces effusions de sang, vous vous retrouverez avec la même situation qu'au départ : Israël sera toujours là et il faudra qu'un État palestinien voie le jour », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune avec Arafat.

Auparavant, à Jérusalem, Blair s'était engagé à faire tout son « possible pour retrouver le chemin qui mène à la paix au Proche-

Orient », à l'issue d'une rencontre avec Sharon.

Il a indirectement critiqué les assassinats d'activistes palestiniens soupçonnés d'implication dans des attaques anti-israéliennes, en exhortant l'État juif à assurer sa sécurité « en conformité avec le droit international ».

De son côté, Sharon a réaffirmé qu'Israël était prêt à des « compromis douloureux » avec les Palestiniens pour parvenir à la paix, sans préciser lesquels, mais qu'il ne ferait « aucun compromis en matière de sécurité ».

Il a annoncé avoir constitué une « équipe de négociation » incluant Peres pour discuter d'un cessez-le-feu avec les Palestiniens, préalable à des pourparlers de paix, sans autre précision. Sharon a de nouveau écarté toute négociation de paix avant un « arrêt complet du terrorisme » et répété qu'Israël poursuivrait ses assassinats d'activistes palestiniens.

La tournée du premier ministre britannique au Proche-Orient, qui l'avait auparavant mené en Syrie,

Arabie Saoudite et Jordanie, était destinée à relancer le processus de paix pour obtenir le soutien du monde arabo-musulman à la campagne militaire en Afghanistan. Blair effectuera le 7 novembre une visite éclair à Washington pour rendre compte au président américain George W. Bush des résultats de sa tournée.

Pour sa part, Arafat a rejeté l'appel de ben Laden aux musulmans du Pakistan pour qu'ils s'opposent à l'opération militaire en Afghanistan, le qualifiant de « très dangereux ».

L'armée israélienne a tué deux activistes du Hamas lors d'un raid d'hélicoptères à Tulkarem (nord de la Cisjordanie) et en a capturé deux autres, lors d'actions de commandos présentées comme des « opérations préventives » destinées à empêcher des attentats.

Le nombre de morts depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000, s'élève maintenant à 946, dont 741 Palestiniens et 183 Israéliens.

Le président du Conseil législatif

(Parlement) palestinien, Ahmad Qoreï, a proposé que les Palestiniens proclament « immédiatement » leur État et demandent sa reconnaissance internationale avant l'ouverture de négociations avec Israël en vue d'« une paix véritable ».

Au sujet de la réoccupation de secteurs de cinq villes autonomes de Cisjordanie depuis le 18 octobre, Sharon a affirmé qu'Israël « espérait en sortir le plus vite » mais exigé auparavant que l'Autorité palestinienne y fasse observer un cessez-le-feu.

Le président palestinien est parti hier pour l'Espagne, où il doit participer à un forum économique euro-méditerranéen. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, a confirmé sa présence à cette réunion, mais affirmé que cela ne donnerait pas lieu à des négociations avec Arafat.

Peres, qui avait affirmé dans la matinée qu'il dévoilerait dans les deux semaines à venir un plan de paix, a répété qu'il fallait « négocier même sous le feu ».

| GÉORGIE |

Chevardnadzé limoge tout le gouvernement

d'après AFP

TBILISSI— Le président géorgien, Édouard Chevardnadzé, a limogé hier tout le gouvernement, s'affirmant gardien de la liberté d'expression, face à une crise politique provoquée par une descente de police controversée contre la chaîne de télévision indépendante Roustavi 2. Chevardnadzé, 73 ans, a affirmé qu'il « restait aux commandes » du pays pour conduire la formation d'un nouveau cabinet.

« En fait, aujourd'hui je représente tout le pouvoir exécutif », a-t-il déclaré en direct à la télévision nationale. Élu à la présidence en 1995 et réélu en 2000, son mandat expire en 2005.

« Malheureusement, pour convaincre la nation que la liberté d'expression existe réellement dans notre pays, il fallait prendre une décision qui ne correspondait pas à ma vision des choses », a-t-il dit.

Zourab Jvania, président du Parlement, a démissionné à son tour et affirmé que la situation était mûre pour des élections anticipées.

